

HG
4090
.A52314
1984
Avril



RAPPORT DE L'ENQUÊTE
MENÉE PAR LE MEIR SUR
LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT
EN AVRIL 1984



Gouvernement
du Canada

Expansion industrielle
régionale

Government
of Canada

Regional Industrial
Expansion

Canada 

RAPPORT DE L'ENQUÊTE
MENÉE PAR LE MEIR SUR
LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT
EN AVRIL 1984

Juin 1984
Enquêtes et analyse
Services des données et des statistiques
Ministère de l'Expansion industrielle
régionale
Ottawa

REMERCIEMENTS

Nous tenons à témoigner notre reconnaissance aux nombreux dirigeants d'entreprise qui nous ont confié leurs projets d'investissement et ont pris le temps de s'entretenir avec nous de questions connexes, rendant ainsi possible l'enquête sur les intentions d'investissement du MEIR.

Nous désirons aussi remercier les membres de la Banque du Canada, des ministères fédéraux de l'Énergie, des Mines et des Ressources, des Finances, du ministère de l'Industrie de la province du Manitoba, des Directions de la politique industrielle et de la planification, ainsi que des bureaux régionaux du ministère de l'Expansion industrielle régionale qui nous ont prêté leur appui au cours de cette enquête.

M. A. Skahen, analyste au Groupe des enquêtes et de l'analyse, se fera un plaisir de répondre aux questions suscitées par le présent rapport.

Nancy Chinfen
Directrice
Services des données et des statistiques
Ministère de l'Expansion industrielle
régionale
Ottawa
(613) 993-5101

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	i
Résumé	ii
Les faits saillants de l'enquête d'avril 1984	1
Les perspectives régionales	
La région de l'Atlantique	10
Le Québec	12
L'Ontario	13
La région des Prairies	16
La Colombie-Britannique et le Nord canadien	20
Annexe	
Tableaux	

AVANT-PROPOS

Ce rapport rend compte des résultats de l'enquête sur les intentions d'investissement menée en avril et en mai 1984 auprès de quelque 285 grandes entreprises par le ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR). L'enquête ne tient pas compte des petites et moyennes entreprises, ni des investissements dans les secteurs du logement, de l'agriculture et de la pêche. Les dépenses directes des administrations publiques sont également exclues.

Les données fournies dans ce rapport doivent être considérées uniquement comme reflétant les intentions d'investissement manifestées par un ensemble de grandes entreprises à un moment donné; elles ne présentent donc pas la situation des investissements dans toute l'économie puisque les dépenses prévues par ces grandes entreprises ne sont pas nécessairement un reflet des dépenses envisagées par les petites entreprises. Les statistiques présentées ici sont néanmoins utiles en ce qu'elles indiquent les changements intervenus au niveau des investissements prévus depuis la dernière enquête, ainsi que les facteurs à l'origine de ces changements. Les résultats de l'enquête donnent aussi une ventilation des intentions d'investissement à un niveau relativement désagrégé.

Puisque les sociétés participantes ne sont pas choisies au hasard, les résultats globaux de l'enquête ne sont peut-être pas représentatifs de l'ensemble de l'économie. Il faut souligner que les renseignements fournis par les différentes sociétés demeurent confidentiels; le nom des sociétés ou les réponses ne sont pas rendus publics.

Le but de l'enquête est de fournir des renseignements sur le processus décisionnel des sociétés en matière d'investissement et de préparer une documentation pertinente qui sera utilisée, avec d'autres données, dans le cadre des décisions prises par le ministère en matière de politique et de planification.

RÉSUMÉ

L'enquête sur les intentions d'investissement menée en avril et en mai 1984 auprès de 285 grandes sociétés, par le ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR), donne un aperçu des investissements prévus par les entreprises pour 1984. Plusieurs faits saillants se dégagent de ce rapport.

- i) L'enquête menée en avril 1984 indique que les dépenses d'investissement des sociétés répondantes pourraient s'accroître d'environ 8,3 % au cours de l'année. En octobre dernier, ces mêmes entreprises prévoyaient une augmentation de 4,2 % pour 1984.
- ii) Si l'on compare les résultats d'avril à ceux de l'enquête menée en octobre 1983, les niveaux d'investissement pour 1983 et 1984 doivent être modifiés à la baisse, de 6,8 et 3,2 % respectivement.
- iii) Au niveau régional, le Québec, les Prairies et l'Ontario prévoient des augmentations pour 1984. Les régions de la Colombie-Britannique et de l'Atlantique connaissent des diminutions annuelles.
- iv) En 1984, les dépenses des entreprises canadiennes au chapitre d'installations et d'équipement neufs devraient augmenter de 8,2 %, contre une hausse de 8,5 % du côté des entreprises dirigées par des étrangers.

- v) Comparativement à l'enquête similaire menée en octobre 1983, la dernière enquête révèle une baisse de 3,8 % des investissements prévus pour la période 1985-1988. Au total, les projets d'investissement des sociétés s'élèvent actuellement à environ 80 milliards de dollars (en dollars courants), à moyen terme.

- vi) Les projets d'investissement des entreprises privées accusent une hausse de 11 % en 1984, comparativement à une augmentation de 3,7 % pour les sociétés publiques.

- vii) Environ 5,9 milliards de dollars d'investissement qui n'étaient pas inclus par les grandes sociétés dans leurs projets d'investissement étaient néanmoins considérés comme présentant des possibilités de réalisation à moyen terme. Vingt-quatre entreprises manufacturières ont indiqué 2,1 milliards de dollars (soit environ 36 %) de ce total, alors que les autres 3,8 milliards de dollars furent signalés par 15 entreprises non manufacturières. Les sociétés pétrolières et gazières comptent pour 34 % de ces investissements éventuels à moyen terme; les sociétés de première transformation des métaux pour 29 % et les sociétés minières pour 12 %.

- viii) Près de 70 % des entreprises interrogées ont déclaré s'attendre à une hausse de leurs bénéfices en 1984 par rapport à 1983, tandis que 15 % environ prévoyaient une baisse à ce chapitre.

- ix) Les facteurs cités le plus fréquemment comme influant sur les investissements étaient les ventes nationales et étrangères escomptées, la situation économique attendue au Canada, les ressources d'autofinancement prévues, et les politiques gouvernementales.

- x) En 1984, les sociétés manufacturières interrogées comptent fonctionner à 80 % de leur capacité de production, comparativement à 76 % en 1983.

- xi) Le chiffre d'affaires des sociétés, mesuré en dollars courants, devrait progresser d'environ 8 % en 1984.

LES FAITS SAILLANTS DE L'ENQUÊTE D'AVRIL 1984

LES FAITS SAILLANTS DE L'ENQUÊTE D'AVRIL 1984

Vue d'ensemble

L'enquête d'avril 1984* donne une indication des investissements prévus pour 1984, d'après la situation observée au moment de l'enquête. Les résultats de cette dernière enquête révèlent que les investissements prévus pour 1984 par certaines des plus grandes entreprises du Canada se sont améliorés quelque peu depuis l'automne 1983.

En octobre dernier, les entreprises qui avaient répondu à notre enquête s'attendaient à ce que leurs dépenses en immobilisation augmentent d'environ 4,2 % en 1984 par rapport à 1983. (Sauf indication contraire, les sommes et les variations indiquées dans ce rapport sont calculées en dollars courants.) Les mêmes entreprises indiquent maintenant une augmentation de 8,3 % en 1984.

Il convient de rappeler que l'enquête ne porte pas sur les investissements dans les secteurs du logement, de l'agriculture et de la pêche, ni sur les dépenses directes des administrations publiques. En outre, il se peut que le profil d'investissement des grandes entreprises diffère de celui des sociétés moins importantes et des secteurs d'activité exclus de l'enquête, de sorte qu'on ne puisse en extrapoler directement les résultats à l'ensemble du secteur des entreprises. En d'autres mots, l'augmentation déclarée pour 1984 ne s'applique qu'aux grandes sociétés visées par l'enquête et ne reflète pas les prévisions de dépenses de toutes les entreprises.

* Voir l'annexe pour plus de précisions sur la nature et la portée de l'enquête.

Bien que l'enquête fût menée principalement en avril 1984, il est aussi à noter que les résultats présentés tiennent compte de certaines déclarations reçues, pour les plus tardives, le 18 mai 1984.

Le secteur manufacturier dispose encore d'une capacité de production excédentaire, ce qui explique en partie pourquoi les résultats de l'enquête indiquent peu d'investissements. Bien qu'environ 70 % des sociétés prévoient une augmentation des profits en 1984, il est tout de même nécessaire de restructurer le bilan des sociétés, autre élément qui contribue au fléchissement des dépenses en immobilisation.

D'après les Comptes nationaux, les dépenses des entreprises en bâtiments et en matériel neufs (logement exclu) ont enregistré une baisse de 12,4 % en 1983. Cette évolution faisait suite à une diminution réelle de 9,1 % en 1982 et à des augmentations de 7,7 % en 1981 et de 7,3 % en 1980. On s'attend que les investissements réels des entreprises au chapitre des bâtiments et du matériel enregistrent, au mieux, une faible hausse réelle par rapport à 1983.

Les sociétés interrogées ont indiqué que leurs dépenses en bâtiments et en matériel neufs s'élèveraient à environ 25,2 milliards de dollars en dollars courants, en 1984, soit à peu près 1,9 milliard de dollars de plus qu'en 1983. Les diminutions dans les secteurs du transport, des gazoducs, des oléoducs et des services publics d'électricité furent plus qu'annulées par les hausses annuelles signalées par les entreprises pétrolières et gazières, de première transformation des métaux, de produits forestiers et de communication (tableaux 1 et 2).

Les perspectives dans le secteur de la fabrication

Les sociétés manufacturières qui ont participé à l'enquête prévoient faire des dépenses en immobilisation d'environ 5,2 milliards de dollars en 1984, soit 24 % de plus qu'en 1983. Cette progression est due en grande partie aux projets d'investissement des entreprises de produits forestiers et de première transformation des métaux.

Les autres industries manufacturières et le secteur des aliments et des boissons prévoient également des hausses en 1984. Par contre, l'industrie du matériel de transport et celle des produits chimiques signalent un fléchissement (tableaux 1 et 2). Les entreprises manufacturières interrogées s'attendent, pour 1984, à tourner à 80 % de leur capacité de production, contre 76 % en 1983.

Les perspectives dans les autres secteurs

Les investissements prévus pour 1984 par les répondants des secteurs autres que celui de la fabrication se chiffrent à environ 20 milliards de dollars, soit une hausse d'environ 5 % par rapport à 1983. Les branches d'activité les plus dynamiques sont notamment celles du commerce, des finances et autres activités commerciales, les sociétés pétrolières et gazières, et les secteurs des communications, du transport et de l'entreposage. Les sociétés minières marquent de légères avances. Par contre, un repli est attendu en 1984 dans le secteur des oléoducs, des gazoducs et dans celui des services publics d'électricité (tableaux 1 et 2).

Le coût des biens d'équipement

Le facteur moyen de rajustement des coûts ou le taux moyen d'inflation utilisé par les entreprises interrogées dans leurs budgets d'immobilisations pour 1984 était environ 6 % supérieur au niveau pour 1983; cela représente une diminution par rapport au 7,5 % utilisé pour 1984 et pour l'enquête d'octobre 1983 (tableau 7).

Sur le plan sectoriel, on remarquera que l'industrie de la première transformation des métaux et celle des produits forestiers s'attendent à une hausse des coûts plus importante entre 1984 et 1988 que dans l'ensemble du secteur manufacturier. Dans les secteurs primaire et tertiaire, ce sont les sociétés minières, pétrolières et gazières et les services publics d'électricité qui s'attendent à l'augmentation de coûts la plus forte.

Les dépenses publiques et privées

Les dépenses en immobilisation des sociétés publiques visées par l'enquête (c'est-à-dire les sociétés de la Couronne) devraient s'accroître de 3,7 % en 1984, tandis que le secteur privé prévoit une hausse de 11 % (tableau 11). Le secteur public compte pour 35 % de l'ensemble des investissements prévus pour 1984 (tableau 10).

Pour 1983, les secteurs public et privé ont indiqué une révision en baisse des intentions d'investissement manifestées antérieurement : 8,6 % et 5,8 % respectivement. Pour 1984, le secteur public a indiqué une révision en baisse de 8 % (soit 770 millions de dollars) d'une enquête à l'autre, tandis que le secteur privé affiche une diminution de 0,3 % (soit 36 millions de dollars).

Sur le plan régional, la partie publique de l'ensemble des investissements prévus pour 1984 varie de 27 % dans les Prairies à 48 %

au Québec (tableau 10). Dans le secteur public, les Prairies et le Québec prévoient une hausse des investissements en 1984. Par contre, en Colombie-Britannique, on prévoit une diminution d'environ 35 % des dépenses en immobilisation des sociétés publiques (tableau 11). Les intentions d'investissement signalées pour 1983 et 1984 ont été révisées en baisse dans toutes les régions.

Pour ce qui est des investissements du secteur privé en 1984, le Québec prévoit une augmentation annuelle importante, alors que l'Ontario et les Prairies s'attendent à une progression supérieure à la moyenne canadienne. La C.-B. et le Nord prévoient une légère augmentation, alors que la région de l'Atlantique prévoit une diminution annuelle. Les dépenses en immobilisation prévues pour 1983 ont été réduites d'une enquête à l'autre dans toutes les régions. Pour 1984, les dépenses sont inférieures aux niveaux prévus dans toutes les régions, par rapport à octobre 1983, à l'exception de l'Ontario et du Québec (tableau 11).

Les entreprises étrangères et canadiennes

Les entreprises dirigées par des étrangers prévoient une hausse de 8,5 % de leurs investissements en 1984, contre une hausse d'environ 8,2 % pour les entreprises canadiennes (tableau 9). Ces dernières entreprises représentent environ 69 % de l'ensemble des investissements déclarés pour 1984 dans le cadre de l'enquête, les entreprises étrangères comptant pour le reste (tableau 8).

Les prévisions de dépenses en équipement et en installations des entreprises canadiennes pour 1984 ont été réduites de 4,2 % (soit 750 millions de dollars) depuis l'enquête d'octobre 1983. Les

révisions apportées aux projets d'investissement des entreprises étrangères pour 1984 se soldent par une baisse de 0,8 %, soit 60 millions de dollars (tableau 9).

Dans le secteur intérieur, le Québec, l'Ontario et les Prairies affichent des augmentations annuelles pour 1984, alors que la région de l'Atlantique ainsi que la Colombie-Britannique et le Nord s'attendent à des baisses. Au chapitre des investissements prévus par les entreprises étrangères en 1984, le Québec enregistre une forte hausse et les régions des Prairies et de l'Ontario signalent également une progression, tandis que l'Atlantique ainsi que la Colombie-Britannique et le Nord affichent des baisses.

Sur le plan régional, des révisions en baisse ont été enregistrées pour 1983 tant dans les entreprises canadiennes que dans les sociétés étrangères, la seule exception étant les entreprises étrangères de la région de l'Atlantique.

Pour 1984, les entreprises dirigées par des étrangers ont réduit leurs projets d'investissement au Québec, en Colombie-Britannique et dans le Nord, ainsi que dans la région de l'Atlantique, par rapport à l'enquête d'octobre 1983, alors que les entreprises canadiennes ont modifié leurs prévisions à la baisse dans toutes les régions (tableau 9); la part des investissements des entreprises canadiennes varie de 82 % au Québec à 60 % dans la région des Prairies (tableau 8).

Autres investissements possibles à moyen terme

Des investissements d'un montant global de 5,9 milliards de dollars ne sont pas compris par les grandes sociétés dans leurs projets de dépenses, bien qu'ils seront peut-être effectués à moyen terme. Sur le plan régional, les entreprises ayant leur siège social en Ontario comptent pour environ 2,0 milliards de dollars ou 34 % du total, contre

2,2 milliards de dollars ou 38 % pour les sociétés ayant leur siège dans les Prairies (tableau 14).

Des 5,9 milliards de dollars de dépenses envisagées, 34 % ont été déclarées par des entreprises pétrolières et gazières, 29 % par des entreprises de première transformation des métaux et 12 % par des entreprises minières.

Les facteurs influant sur les dépenses

Lors de l'enquête d'avril 1984, le chiffre d'affaires prévu au Canada fut le facteur mentionné le plus souvent comme déterminant les dépenses actuelles et futures des entreprises (tableau 15). Les ressources d'autofinancement demeurent un facteur de première importance, suivi de près par les politiques gouvernementales, les conditions économiques anticipées au Canada et les ventes prévues à l'étranger. Le loyer de l'argent (les taux d'intérêt) demeure un facteur déterminant mentionné lors de l'enquête d'avril 1984.

Les variations des intentions d'investissement et les explications

Environ 46 % des entreprises ont déclaré une révision en hausse de leurs projets d'investissement pour 1984, tandis que 35 % ont indiqué une révision en baisse et 19 % n'ont signalé aucun changement par rapport à l'enquête d'octobre 1983.

La demande intérieure et extérieure, le taux de rendement ainsi que la situation financière de la société (ressources d'autofinancement), de même que de meilleures estimations, ont été signalés comme les principaux facteurs ayant incité les entreprises à réviser en baisse leurs projets d'investissement pour 1984. Les entreprises qui ont déclaré une révision en hausse attribuaient leurs décisions

budgétaires notamment à de meilleures estimations, à la demande intérieure et étrangère, aux besoins en matière de capacité de production ainsi qu'aux reports. Pour plus de précisions, voir les tableaux 18 à 27.

L'objet des investissements

Parmi les entreprises interrogées, 255 ou environ 90 % ont ventilé leurs investissements pour 1984 selon leur but. Les projets de dépenses s'inscrivent en général dans deux grandes catégories, à savoir les investissements accroissant directement la capacité de production -- comme l'agrandissement des installations sur les lieux de production existants, leur amélioration et leur remplacement, et la construction de nouvelles installations à de nouveaux emplacements -- et les autres investissements -- comme la recherche et le développement, la dépollution et l'amélioration du milieu de travail.

La majeure partie des investissements est encore affectée à l'agrandissement des installations existantes ainsi qu'à la construction de nouvelles installations de production à de nouveaux emplacements. La proportion des investissements consacrée à l'amélioration et au remplacement, est en hausse pour 1984; par ailleurs, les fonds consacrés à la recherche et au développement pour 1984 (1,2 %) demeurent inchangés. Les investissements affectés à la dépollution constituent 1,8 % du total, soit une légère diminution par rapport à 1983. Pour plus de précisions, voir les tableaux 28, 29 et 30.

Les investissements à moyen terme

La comparaison des résultats de la dernière enquête et de celle d'octobre 1983 révèle que les intentions d'investissement pour la période 1985-1988 dans l'ensemble du Canada ont été réduites de 3,8 %.

Cette correction est imputable presque entièrement au secteur non manufacturier (particulièrement les services publics d'électricité), qui compte pour environ 98 % de cette révision en baisse. Dans l'ensemble, les entreprises indiquent actuellement des projets d'investissement d'environ 80 milliards de dollars (en dollars courants) à moyen terme (1985-1988). La hausse des investissements prévus à moyen terme par les sociétés de première transformation des métaux, les entreprises d'aliments et de boissons, les sociétés d'équipement de transport, d'oléoducs et de gazoducs, et d'autres industries manufacturières est largement annulée par la diminution signalée par les services publics d'électricité, les entreprises pétrolières et gazières, l'industrie minière, les produits forestiers et l'industrie des produits chimiques.

Sur le plan régional, le Québec, la région de l'Atlantique ainsi que la Colombie-Britannique et le Nord affichent des corrections en baisse d'une enquête à l'autre, pour les années 1985-1988, alors que l'Ontario et les Prairies prévoient un accroissement des investissements. Pour plus de précisions, voir les tableaux 12, 13, 16 et 17.

La répartition régionale des investissements

Les intentions d'investissement exprimées dans l'enquête ne reflètent l'évolution observée dans les diverses régions qu'à un niveau assez général, et il faut donc les interpréter avec circonspection.

Par comparaison à 1983, une proportion supérieure des investissements consacrés aux nouvelles installations de production est prévue dans toutes les régions pour 1984, sauf dans la région de l'Atlantique ainsi qu'en Colombie-Britannique et dans le Nord. En outre, à partir de 1984, l'importance relative des investissements destinés à la région de l'Atlantique et aux Prairies est en hausse, alors que celle du Québec diminue.

Voici, en pourcentage, la répartition de l'ensemble des investissements prévus à moyen terme par les entreprises interrogées en octobre 1983.

<u>Région</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>
Atlantique	8,6	7,9	7,2	8,5	11,3	11,1
Québec	17,0	19,5	18,2	15,7	12,1	11,4
Ontario	21,2	21,5	21,7	21,2	20,6	20,4
Prairies	32,0	33,3	33,6	37,2	38,1	38,6
C.-B. et Nord	18,4	14,9	15,4	13,8	13,9	14,3
Non réparti*	2,8	2,9	3,9	3,6	4,0	4,2

Les perspectives régionales

La région de l'Atlantique (tableaux 31-34)

Les entreprises visées par l'enquête prévoient actuellement des dépenses en immobilisation d'environ 2,0 milliards de dollars dans la région de l'Atlantique au cours de l'année 1984. (Comme il a été indiqué, les montants absolus et les variations en pourcentage sont calculés en dollars courants.) Cela constitue une baisse de 6,4 % par rapport au niveau modifié de 2,2 milliards de dollars déclarés pour 1983 (tableau 31). Par comparaison à l'enquête d'octobre 1983, ces intentions d'investissement correspondent à une révision de -6,0 % pour 1983 et de -3,9 % pour 1984.

* Cette catégorie comprend les investissements non attribués à une région particulière, puisqu'on n'avait pas déterminé exactement où ils seraient effectués, ainsi que les dépenses consacrées à des machines et à du matériel mobiles, comme le matériel roulant ferroviaire ou les navires.

Les investissements manufacturiers devraient diminuer d'environ 36 % en 1984 dans la région de l'Atlantique pour descendre à 194 millions de dollars. Dans ce secteur, les produits chimiques ainsi que les autres secteurs manufacturiers affichent une hausse pour 1984, tandis que les produits forestiers, le matériel de transport, les aliments et boissons et la première transformation des métaux accusent un repli.

Dans les secteurs primaire et tertiaire, les investissements prévus pour 1984 devraient atteindre 1 milliard 832 millions de dollars dans la région de l'Atlantique, soit 1,5 % de moins qu'en 1983. Les baisses annuelles les plus fortes pour 1984 sont le fait des sociétés minières, des entreprises s'occupant de commerce, de finances et d'autres activités commerciales et des services publics. Les sociétés pétrolières, gazières et de communication comptent accroître leurs investissements en 1984.

Les sociétés de la Couronne, qui comptent pour 46 % de l'ensemble des investissements dans la région de l'Atlantique en 1984 (tableau 10), ont réduit leurs projets d'investissement de 6,1 % pour 1984; le secteur privé a également réduit ses intentions d'investissement de 2,0 % par rapport à la dernière enquête. Pour 1983, les sociétés de la Couronne ont déclaré une révision en baisse de 11,1% de leurs projets d'investissement par rapport au mois d'octobre, alors que les entreprises privées ont signalé une révision à la baisse de 2 %. [En 1984, les modifications annuelles des investissements pour les sociétés de la Couronne et les entreprises privées se chiffrent à 2,6 % et -13,0 % respectivement (tableau 33).]

Les sociétés dirigées par des étrangers escomptent une diminution de près de 10 % de leurs dépenses en nouvelles installations et en équipement neuf dans les provinces de l'Atlantique en 1984, comparativement à une baisse d'environ 5 % par rapport à 1983 dans le cas des entreprises canadiennes. Ces dernières indiquent une révision en baisse de 2,9 % depuis la dernière enquête, en raison principalement d'une réduction des investissements prévus pour 1984 par les

entreprises non manufacturières. De même, les sociétés étrangères déclarent une diminution de 7,0 % des dépenses projetées pour 1984 (tableau 32).

Le Québec (tableaux 35-38)

L'enquête d'avril 1984 révèle que les grandes sociétés qui investissent dans des bâtiments et du matériel de production neufs au Québec envisagent maintenant de dépenser 4,3 milliards de dollars en 1984, c'est-à-dire 26,2 % de plus que les 3,4 milliards de dollars enregistrés pour 1983. Ces projets d'investissement représentent des diminutions pour 1983 et 1984 de 6,7 % et de 4,4 % respectivement par rapport à octobre 1983 (tableau 35).

Les investissements des entreprises manufacturières devraient atteindre environ 1,3 milliard de dollars en 1984 au Québec, soit 58,9 % de plus qu'en 1983. Tous les secteurs industriels ont connu des hausses en 1984, alors que l'industrie de la première transformation des métaux, celle des produits chimiques et celle du matériel de transport affichent la plus forte progression annuelle en pourcentage.

L'augmentation de 15,3 % marquée par les investissements projetés en 1984 dans les entreprises non manufacturières du Québec est nettement supérieure à la moyenne nationale de 4,8 %. Les hausses proportionnelles les plus marquées pour 1984 sont le fait des sociétés minières et des entreprises s'occupant de commerce, de finances et d'autres activités commerciales. Les sociétés pétrolières et gazières et de construction de pipelines affichent des intentions d'investissement relativement faibles. À noter qu'au Québec, les investissements des sociétés de la Couronne jouent un rôle déterminant dans le secteur non manufacturier.

Les sociétés (publiques) de la Couronne, qui comptent pour 48 % de l'ensemble des investissements au Québec (tableau 10), devraient accroître leurs dépenses d'environ 24 % en 1984. Quant au secteur privé, il devrait augmenter ses investissements de près de 28 % en 1984 dans la province. Les intentions d'investissement signalées pour 1984 par les entreprises publiques ont diminué (10,4 %) depuis l'enquête d'octobre 1983, tandis que la révision en hausse se situe à 2 % dans le cas des sociétés privées.

Les sociétés ayant leur siège social au Québec sont plus optimistes pour l'année 1985 qu'elles ne l'étaient pour 1984. Cela vaut tout particulièrement pour les exportations, les ventes et les bénéfices prévus au Canada. Il devrait toutefois y avoir un assouplissement des conditions commerciales canadiennes en 1985 (tableau 38).

En avril 1984, les entreprises ayant leur siège social au Québec avaient pour environ 0,7 milliard de dollars de projets d'investissement qui, sans être compris dans leurs intentions déclarées d'investissement, étaient jugés en mesure de présenter de fortes possibilités de concrétisation à moyen terme (tableau 14). Les ventes escomptées et les ressources d'autofinancement étaient les facteurs cités le plus fréquemment comme déterminant les projets d'investissement de ces entreprises (tableau 15).

L'Ontario (tableaux 39-42)

Les sociétés investissant en usines et en matériel en Ontario déclaraient, dans l'enquête d'avril 1984, s'attendre maintenant à dépenser 7,1 milliards de dollars en 1984, soit 8 % ou 523 millions de dollars de plus qu'en 1983 (tableau 39).

Les investissements prévus pour 1984 par les entreprises manufacturières de la province devraient s'élever à environ 2,3 milliards de dollars, en hausse de 16,7 % par rapport à 1983. L'industrie des produits forestiers, celle de la première transformation des métaux et celle des aliments et boissons ainsi que le secteur des activités manufacturières diverses affichent une hausse par rapport à 1983. Par contre, l'industrie du matériel de transport et celle des produits chimiques voient baisser leurs investissements en 1984.

L'augmentation de 4,3 % prévue en matière d'investissements par les entreprises non manufacturières de l'Ontario, pour 1984, est à peu près égale à la moyenne nationale de 4,8 % attendue dans ce secteur. Les sociétés pétrolières, gazières et minières prévoient une baisse des investissements en 1984; par ailleurs, les sociétés de transport et d'entreposage, les entreprises s'occupant de commerce, de finances et d'autres activités commerciales ainsi que l'industrie des communications comptent accroître leurs investissements en Ontario en 1984.

Les investissements du secteur privé devraient progresser de 16 % en Ontario en 1984, comparativement à une diminution annuelle d'environ 5 % dans les entreprises publiques (tableau 41). Les dépenses d'installations et d'équipement dans le secteur privé comptent pour 66 % de l'ensemble des investissements prévus dans la province en 1984 (tableau 10). Les révisions apportées aux intentions d'investissement en 1984 depuis l'enquête d'octobre 1983 se soldent par une diminution de 4,3 % (environ 105 millions de dollars) pour les entreprises publiques interrogées, et par une hausse de 6,2 % (275 millions de dollars) pour les sociétés privées.

Les entreprises dirigées par des étrangers affichent des projets d'investissement en hausse de 7,3 % en Ontario en 1984, alors que les sociétés canadiennes déclarent une hausse de 8,2 %

(tableau 40). Pour 1984, le secteur des entreprises dirigées par des étrangers prévoit une correction de 12 %, ou d'environ 210 millions de dollars par rapport aux données de l'enquête d'octobre 1983. Par contre, les entreprises canadiennes des mêmes secteurs annonçaient des projets d'investissement en hausse de 0,8 % (40 millions de dollars) pour 1984.

Les sociétés ayant leur siège social en Ontario manifestent un peu moins d'optimisme au sujet de la conjoncture économique et de la situation financière des sociétés au Canada en 1985 qu'elles ne le faisaient pour 1984 (tableau 42). Les perspectives leur paraissent toutefois plus favorables en matière d'emplois au Canada et de bénéfices pour 1985.

Des investissements de 2,0 milliards de dollars furent exclus des prévisions de dépenses des sociétés ayant leur siège social en Ontario, tout en étant considérés comme présentant des possibilités de réalisation au cours des prochaines années (tableau 14). Environ 48 % de ces investissements envisagés étaient signalés par des entreprises non manufacturières, en particulier par des sociétés minières, et des entreprises s'occupant de commerce, de finances et d'autres activités commerciales. Les investissements envisagés par les entreprises manufacturières se concentraient dans les produits chimiques et les métaux de première transformation.

En avril 1984, les ventes prévues au Canada et la conjoncture économique étaient, parmi les éléments défavorables à leurs projets d'investissement, les facteurs les plus souvent mentionnés par les sociétés ayant leur siège social en Ontario (tableau 15). Les politiques gouvernementales, les ressources d'autofinancement et les exportations entraient aussi en ligne de compte.

La région des Prairies (tableaux 43-50)

On s'attend maintenant à ce que l'ensemble des investissements atteigne environ 7,6 milliards de dollars en 1984 dans les Prairies, (soit environ 2 % de moins ou 185 millions de dollars par rapport aux prévisions d'octobre), ce qui représente une augmentation de 13,4 % comparativement au niveau de 1983 (tableau 43). Une augmentation des investissements de 11 % est prévue en Alberta au cours de 1984, alors que les investissements devraient progresser de 24 % au Manitoba et de 20 % en Saskatchewan. Près des trois quarts des investissements destinés aux Prairies seront effectués en Alberta, qui joue donc un rôle prédominant dans la région.

Les investissements manufacturiers prévus dans les Prairies devraient progresser d'environ 15,5 % en 1984, principalement à cause d'une hausse des dépenses de sociétés manufacturières diverses et du secteur de la première transformation des métaux, laquelle annule la diminution signalée dans l'industrie des produits chimiques et par les entreprises d'aliments et de boissons (tableau 43). Les dépenses des entreprises manufacturières devraient s'accroître de 117 % au Manitoba et de 34 % en Saskatchewan au cours de 1984.

L'ensemble des investissements prévus pour 1984 par les entreprises non manufacturières dans les Prairies s'établit à 7,2 milliards de dollars, c'est-à-dire environ 13 % de plus qu'en 1983 -- ce qui est sensiblement plus que le pourcentage (4,8 %) escompté à l'échelle nationale dans ce secteur (tableau 43). Au Manitoba et en Saskatchewan, les mêmes catégories d'entreprises prévoient une augmentation de 15 % et 19 %, respectivement, en 1984. Cette

progression est due principalement aux dépenses prévues par les sociétés minières dans les deux provinces, par les sociétés pétrolières et gazières en Saskatchewan et par les entreprises de transport et d'entreposage au Manitoba.

Les investissements du secteur privé ont connu une progression de 12,6 % en 1984 dans les Prairies, alors que les entreprises publiques affichent une hausse de 15,5 %. Depuis octobre 1983, le secteur public dans les Prairies a réduit ses projets d'investissement d'environ 8 % pour 1984, ce qui est équivalent à la moyenne nationale. Les projets de dépenses du secteur privé accusent une légère baisse de 0,1 % pour 1984 par rapport au mois d'octobre, s'approchant encore une fois de la moyenne nationale (tableau 47).

Les entreprises canadiennes prévoient accroître leurs investissements d'environ 10 % dans les Prairies en 1984 par rapport à 1983, alors que les dépenses des entreprises dirigées par des étrangers augmenteront de 18 % en 1984 (tableau 46). Pour 1984, les entreprises canadiennes ont réduit leurs intentions d'investissement dans cette région de quelque 5,5 %, contre une révision à la hausse de près de 3 % dans le cas des sociétés étrangères.

Les entreprises ayant leur siège social dans les Prairies envisagent l'année 1985 avec un peu plus d'optimisme que 1984, notamment aux chapitres des ventes intérieures et des exportations (tableau 50).

Des investissements d'environ 2,2 milliards de dollars n'étaient pas compris dans les intentions déclarées d'investissement des sociétés ayant leur siège social dans les Prairies, tout en étant jugés en mesure d'offrir des possibilités de réalisation à moyen terme (tableau 14). La plupart de ces investissements éventuels étaient

signalés dans l'industrie du pétrole et du gaz, avec cependant certains projets parmi les entreprises de produits chimiques et de première transformation des métaux.

En avril 1984, tout comme en octobre 1983, les politiques du gouvernement fédéral influent beaucoup sur les projets d'investissement (tableau 15). Le chiffre d'affaires prévu, la conjoncture économique au Canada, les ressources d'autofinancement et les autres politiques du gouvernement canadien préoccupent toujours les entreprises.

L'Alberta

Les investissements prévus pour 1984 en Alberta par les sociétés interrogées devraient atteindre environ 5,7 milliards de dollars, soit une augmentation de 11 % par rapport aux 5,1 milliards de 1983. Les niveaux d'investissement pour les deux années sont moins élevés que prévu lors de l'enquête d'octobre 1983 : 9,8 % pour 1983 et 3,7 % pour 1984 (tableau 45).

Les sociétés manufacturières prévoient des investissements de l'ordre de 248 millions de dollars, ce qui constitue une diminution d'environ 6,5 % par rapport à 1983; toutefois, le niveau actuel d'investissement est de 11 % supérieur à celui prévu en octobre 1983. Les secteurs des produits forestiers et des activités manufacturières diverses ont enregistré des augmentations annuelles pour 1984, lesquelles sont annulées par les baisses escomptées dans les secteurs des produits chimiques, des aliments et boissons et de la première transformation des métaux.

Les investissements prévus pour 1984 par les entreprises non manufacturières de l'Alberta devraient atteindre 5,4 milliards de dollars, soit 12 % de plus qu'en 1983. Les sociétés pétrolières et gazières, de même que les entreprises de communication et les sociétés minières ont connu une augmentation des investissements en 1984. Par ailleurs, les entreprises s'occupant de commerce, de finances et d'autres activités commerciales, de même que les sociétés d'oléoducs et de gazoducs, les sociétés de transport et d'entreposage et les services publics ont signalé des chutes.

Si l'on divise l'ensemble des investissements entre les sociétés canadiennes et les sociétés dirigées par des étrangers, le premier groupe prévoit une augmentation des investissements de l'ordre de 7 % en 1984, alors que le second prévoit un accroissement de 16 % (tableau 48). La répartition des investissements pour 1984 est à peu près égale entre les deux groupes : 52 % par les sociétés canadiennes, et 48 % par les sociétés étrangères (tableau 8).

Les investissements du secteur privé en Alberta devraient progresser d'environ 10 % en 1984, alors que ceux des entreprises publiques devraient connaître une augmentation de 16 % (tableau 49).

Les entreprises ayant leur siège social en Alberta envisagent l'année 1985 avec plus d'optimisme que 1984, notamment aux chapitres des ventes intérieures et des exportations (tableau 50).

Cinq des trente-six entreprises dont le siège social se trouve en Alberta ont signalé des investissements totalisant 2 milliards de dollars, présentant des possibilités de réalisation à moyen terme, mais qui n'étaient pas compris dans les intentions d'investissement. Toutes ces sommes, sauf 20 millions de dollars, ont été indiquées par des sociétés pétrolières et gazières.

Les politiques du gouvernement fédéral, les ressources d'autofinancement et les ventes prévues (au pays et en exportations) étaient les facteurs mentionnés le plus souvent comme étant défavorables aux investissements actuels et prévus au chapitre des installations, des machines et de l'équipement.

La Colombie-Britannique et le Nord canadien (tableaux 51-54)

Les investissements prévus pour 1984 en Colombie-Britannique et dans le Nord canadien (Yukon et territoires du Nord-Ouest) s'élèvent maintenant à environ 3,1 milliards de dollars. Ce chiffre constitue une baisse de 11 % par rapport aux dépenses de 1983 (3,4 milliards de dollars) et il représente une révision en baisse de 370 millions de dollars (11 %) par rapport aux prévisions signalées lors de l'enquête d'octobre 1983 (tableau 51).

Les entreprises manufacturières de la région comptent investir 671 millions de dollars en 1984, soit deux fois plus qu'en 1983. Cette hausse est attribuable aux projets d'investissement de l'industrie des produits forestiers et des autres entreprises manufacturières.

Les investissements prévus par les entreprises non manufacturières de la Colombie-Britannique et du Nord canadien, soit 2,4 milliards de dollars, accusent un recul de 23 % par rapport à 1983, comparativement à la moyenne nationale de 4,8 %. Cette réduction s'explique par le fléchissement des projets d'investissement des sociétés minières, des sociétés pétrolières et gazières, des services publics d'électricité et des entreprises de transport et d'entreposage. Le secteur des communications et les entreprises s'occupant de commerce, de finances et d'autres activités financières comptent accroître leurs dépenses en 1984.

Les investissements prévus pour 1984 par les entreprises privées au titre des bâtiments et du matériel neufs devraient augmenter de près de 4 % (tableau 53). Par contre, le secteur public prévoit réduire ses dépenses d'équipement d'environ 35 % en 1984.

Les sociétés dirigées par des étrangers qui investissent en Colombie-Britannique et dans le Nord canadien devraient diminuer leurs dépenses d'environ 8 % en 1984, tandis qu'une chute de 12,5 % est prévue dans les entreprises canadiennes. La baisse annuelle signalée par les deux groupes contraste avec la progression escomptée dans l'ensemble du Canada (tableau 52).

Les sociétés ayant leur siège social en Colombie-Britannique et dans le Nord envisagent l'année 1985 avec un peu plus d'optimisme que 1984, notamment en ce qui a trait à la conjoncture économique au Canada, aux ventes intérieures, aux exportations et aux bénéfices (tableau 54).

Les entreprises ayant leur siège social en Colombie-Britannique et dans le Nord canadien envisagent des investissements de 0,8 milliard de dollars qui ne figurent pas dans leurs budgets déclarés, mais qui seront peut-être effectués au cours des prochaines années (tableau 14). Tous ces investissements sont concentrés dans les industries manufacturières (première transformation des métaux, produits forestiers et industries d'aliments et de boissons).

Les ressources d'autofinancement sont le facteur déterminant indiqué le plus souvent par les entreprises de cette région (tableau 15). Les ventes prévues au Canada et à l'étranger et la conjoncture économique entrent aussi en ligne de compte dans les décisions financières.

TABLEAUX

TABLEAU 1

DÉPENSES EN IMMOBILISATION* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
EN 1983 ET PROJETS POUR 1984 (CANADA)

(en millions de dollars courants)

	1983		1984	
	<u>Déclarations d'oct. 1983</u>	<u>Déclarations d'avril 1984</u>	<u>Déclarations d'oct. 1983</u>	<u>Déclarations d'avril 1984</u>
<u>Industrie</u>				
Aliments et boissons	493,9	488,9	550,6	587,4
Produits forestiers	1 006,6	926,4	1 372,4	1 261,0
Métaux de première transf.	640,7	552,6	965,2	1 012,7
Produits chimiques	438,4	419,8	433,5	410,5
Matériel de transport	759,7	747,0	616,8	705,9
Autres industries manufact.	1 103,9	1 056,2	1 299,9	1 221,2
<u>Total des industries manufacturières</u>	<u>4 443,2</u>	<u>4 190,9</u>	<u>5 238,4</u>	<u>5 198,7</u>
Sociétés minières	1 301,9	1 267,1	1 349,1	1 306,0
Sociétés pétrolières et gazières	6 644,5	6 079,0	6 980,9	6 725,6
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	1 061,0	1 032,6	980,1	943,2
Transport et entreposage	1 612,0	1 560,7	1 761,6	1 678,9
Communications	2 282,3	2 251,3	2 441,2	2 452,6
Services d'électricité	6 640,1	5 942,9	6 248,1	5 828,5
Commerce, finances et autres activités commerciales	957,4	922,5	993,7	1 049,9
<u>Total des industries non manufacturières</u>	<u>20 499,2</u>	<u>19 056,1</u>	<u>20 754,7</u>	<u>19 984,7</u>
<u>TOTAL</u>	<u>24 942,4</u>	<u>23 247,0</u>	<u>25 993,1</u>	<u>25 183,4</u>

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'octobre 1983 et d'avril 1984 relatives aux années 1983 et 1984, soit 264 entreprises, ont servi à l'établissement de ce tableau.

TABLEAU 2

DÉPENSES EN IMMOBILISATION* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
EN 1983 ET PROJETS POUR 1984 (CANADA)

(en millions de dollars courants)

	Révisions survenues entre les enquêtes d'avril 1984 et d'octobre 1983 (pourcentage)		1984-1983 Taux de variation annuels (pourcentage)	
	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>Déclarations d'oct. 1983</u>	<u>Déclarations d'avril 1984</u>
<u>Industrie</u>				
Aliments et boissons	-1,1	6,6	11,4	20,1
Produits forestiers	-8,0	-8,2	36,3	36,1
Métaux de première transf.	-13,8	4,9	50,6	83,2
Produits chimiques	-4,3	-5,4	-1,2	-2,3
Matériel de transport	-1,7	14,4	-18,9	-5,6
Autres industries manufact.	-4,4	-6,1	17,7	15,6
<u>Total des industries manufacturières</u>	<u>-5,7</u>	<u>-0,8</u>	<u>17,8</u>	<u>24,0</u>
Sociétés minières	-2,7	-3,2	3,6	3,0
Sociétés pétrolières et gazières	-8,6	-3,7	5,0	10,6
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	-2,7	-3,8	-7,7	-8,7
Transport et entreposage	-3,2	-4,7	9,2	7,5
Communications	-1,4	0,4	6,9	8,9
Services d'électricité	-10,5	-6,8	-6,0	-2,0
Commerce, finances et autres activités commerciales	-3,7	5,6	3,7	13,8
<u>Total des industries non manufacturières</u>	<u>-7,1</u>	<u>-3,8</u>	<u>1,2</u>	<u>4,8</u>
<u>TOTAL</u>	<u>-6,8</u>	<u>-3,2</u>	<u>4,2</u>	<u>8,3</u>

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'octobre 1983 et d'avril 1984 relatives aux années 1983 et 1984, soit 264 entreprises, ont servi à l'établissement de ce tableau.

TABLEAU 3

DÉPENSES EN IMMOBILISATION* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
EN 1983 ET PROJETS POUR 1984 (CANADA)

(en millions de dollars constants de 1983)

	1983		1984	
	<u>Déclarations d'oct. 1983</u>	<u>Déclarations d'avril 1984</u>	<u>Déclarations d'oct. 1983</u>	<u>Déclarations d'avril 1984</u>
<u>Industrie</u>				
Aliments et boissons	493,9	488,9	515,0	556,1
Produits forestiers	1 006,6	926,4	1 290,5	1 185,1
Métaux de première transf.	640,7	552,6	895,4	933,1
Produits chimiques	438,4	419,8	411,4	389,0
Matériel de transport	759,7	747,0	578,2	672,5
Autres industries manufact.	1 103,9	1 056,2	1 222,8	1 154,6
<u>Total des industries manufacturières</u>	<u>4 443,2</u>	<u>4 190,9</u>	<u>4 913,3</u>	<u>4 890,4</u>
Sociétés minières	1 301,9	1 267,1	1 257,1	1 227,3
Sociétés pétrolières et gazières	6 644,5	6 079,0	6 533,2	6 328,4
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	1 061,0	1 032,6	917,1	890,7
Transport et entreposage	1 612,0	1 560,7	1 669,9	1 590,9
Communications	2 282,3	2 251,3	2 296,2	2 326,9
Services d'électricité	6 640,1	5 942,9	5 722,1	5 495,4
Commerce, finances et autres activités commerciales	957,4	922,5	931,9	992,2
<u>Total des industries non manufacturières</u>	<u>20 499,2</u>	<u>19 056,1</u>	<u>19 327,5</u>	<u>18 851,8</u>
<u>TOTAL</u>	<u>24 942,4</u>	<u>23 247,0</u>	<u>24 240,8</u>	<u>23 742,2</u>

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'octobre 1983 et d'avril 1984 relatives aux années 1983 et 1984, soit 264 entreprises, ont servi à l'établissement de ce tableau.

TABLEAU 4

**DÉPENSES EN IMMOBILISATION* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
EN 1983 ET PROJETS POUR 1984 (CANADA)**

(en millions de dollars constants de 1983)

	Révisions survenues entre les enquêtes d'avril 1984 et d'octobre 1983 (pourcentage)		1984-1983 Taux de variation annuels (pourcentage)	
	1983	1984	Déclarations d'oct. 1983	Déclarations d'avril 1984
	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>d'oct. 1983</u>	<u>d'avril 1984</u>
<u>Industrie</u>				
Aliments et boissons	-1,1	7,9	4,2	13,7
Produits forestiers	-8,0	-8,2	28,2	27,9
Métaux de première transf.	-13,8	4,2	39,7	68,8
Produits chimiques	-4,3	-5,5	-6,2	-7,4
Matériel de transport	-1,7	16,3	-23,9	-10,0
Autres industries manufact.	-4,4	-5,6	10,7	9,3
<u>Total des industries manufacturières</u>	<u>-5,7</u>	<u>-0,5</u>	<u>10,5</u>	<u>16,6</u>
Sociétés minières	-2,7	-2,4	-3,5	-3,2
Sociétés pétrolières et gazières	-8,6	-3,2	-1,7	4,1
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	-2,7	-2,9	-13,6	-13,8
Transport et entreposage	-3,2	-4,8	3,5	1,9
Communications	-1,4	1,3	0,6	3,3
Services d'électricité	-10,5	-4,0	-13,9	-7,6
Commerce, finances et autres activités commerciales	-3,7	6,4	-2,7	7,5
<u>Total des industries non manufacturières</u>	<u>-7,1</u>	<u>-2,5</u>	<u>-5,8</u>	<u>-1,1</u>
<u>TOTAL</u>	<u>-6,8</u>	<u>-2,1</u>	<u>-2,9</u>	<u>2,1</u>

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'octobre 1983 et d'avril 1984 relatives aux années 1983 et 1984, soit 264 entreprises, ont servi à l'établissement de ce tableau.

TABLEAU 5

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES
GRANDES ENTREPRISES

(en millions de dollars courants)

<u>Province</u>	<u>Nombre d'entre- prises</u>	<u>1983</u>		<u>1984</u>	
		<u>Déclarations d'oct. 1983</u>	<u>Déclarations d'avril 1984</u>	<u>Déclarations d'oct. 1983</u>	<u>Déclarations d'avril 1984</u>
Terre-Neuve	32	747,9	648,2	730,4	547,4
Île-du-Prince-Édouard	11	13,1	10,7	12,0	16,4
Nouvelle-Écosse	42	787,5	797,3	722,9	799,5
Nouveau-Brunswick	36	497,4	494,5	330,5	372,7
Provinces de l'Atlantique	84	2 301,3	2 164,9	2 108,6	2 026,5
Québec	123	3 649,6	3 405,6	4 491,9	4 298,0
Ontario	168	6 937,6	6 536,6	6 889,1	7 059,9
Manitoba	55	432,2	435,1	529,0	540,8
Saskatchewan	62	1 062,9	994,2	1 137,2	1 192,9
Alberta	107	5 636,2	5 086,6	5 876,6	5 659,3
Région des Prairies	141	7 302,9	6 680,7	7 761,7	7 576,3
Colombie-Britannique	109	2 705,0	2 463,4	2 552,4	2 216,6
Yukon	8	7,8	8,2	11,1	9,6
Territoires du Nord-Ouest	17	877,5	884,7	821,5	747,3
C.-B. et région du Nord	115	3 645,7	3 428,7	3 427,7	3 055,9
<u>CANADA</u>	<u>264</u>	<u>24 942,4</u>	<u>23 247,0</u>	<u>25 993,1</u>	<u>25 183,4</u>

Nota: Ce tableau regroupe des données " ajustées " de chaque province ou région. Ce système est appliqué séparément pour chaque province. Par conséquent, les données provinciales ne correspondent pas aux totaux des données régionales et ces derniers ne correspondent pas nécessairement aux totaux ajustés du Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe pour la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 6
COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES
GRANDES ENTREPRISES

(Taux de variation)

<u>Province</u>	<u>Taux de variation annuels 1984-1983</u>	<u>Révisions survenues entre les enquêtes</u>		
		<u>1983</u>	<u>%</u>	<u>1984</u>
Terre-Neuve	-15,6	-13,4		-25,1
Île-du-Prince-Édouard	53,2	-18,4		36,6
Nouvelle-Écosse	0,2	1,2		10,5
Nouveau-Brunswick	-24,7	-0,6		12,7
Provinces de l'Atlantique	-6,4	-6,0		-3,9
Québec	26,2	-6,7		-4,4
Ontario	8,0	-5,8		2,4
Manitoba	24,2	0,6		2,2
Saskatchewan	19,9	-6,5		4,8
Alberta	11,2	-9,8		-3,7
Région des Prairies	13,4	-8,6		-2,4
Colombie-Britannique	-10,1	-9,0		-13,2
Yukon	17,0	5,1		-13,6
Territoires du Nord-Ouest	-15,6	8,0		-9,1
C.-B. et région du Nord	-10,9	-6,0		-10,9
<u>CANADA</u>	<u>8,3</u>	<u>-6,8</u>		<u>-3,2</u>

Nota: Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

TABLEAU 7

FACTEURS DE REDRESSEMENT DES COÛTS DE 1983 À 1988

<u>Industrie</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>
Aliments et boissons	100,0	105,6	112,0	118,4	124,9	131,9
Produits forestiers	100,0	106,4	113,6	122,1	131,0	136,6
Métaux de première transf.	100,0	108,5	116,4	122,6	131,6	141,4
Produits chimiques	100,0	105,5	112,3	120,2	127,3	136,9
Matériel de transport	100,0	104,9	109,5	119,2	128,0	136,2
Autres industries manufact.	100,0	105,7	112,1	118,8	126,0	133,5
<u>Total des industries</u>						
<u>manufacturières</u>	<u>100,0</u>	<u>106,3</u>	<u>112,8</u>	<u>120,9</u>	<u>129,0</u>	<u>136,5</u>
Sociétés minières	100,0	106,4	113,6	122,0	130,9	138,7
Sociétés pétrolières et gazières	100,0	106,2	113,3	121,2	129,4	136,9
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	100,0	106,0	113,5	120,4	127,5	135,3
Transport et entreposage	100,0	105,6	112,2	119,6	128,0	137,1
Communications	100,0	105,4	111,2	117,8	124,2	130,5
Services d'électricité	100,0	106,0	113,0	121,5	130,3	140,0
Commerce, finances et autres activités commerciales	100,0	105,8	111,8	118,6	126,6	134,4
<u>Total des industries</u>						
<u>non manufacturières</u>	<u>100,0</u>	<u>106,0</u>	<u>112,8</u>	<u>120,5</u>	<u>128,5</u>	<u>136,1</u>
<u>TOTAL</u>	<u>100,0</u>	<u>106,0</u>	<u>112,8</u>	<u>120,6</u>	<u>128,5</u>	<u>136,2</u>

TABEAU 8

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES CANADIENNES
ET ÉTRANGÈRES PAR RÉGION

	<u>Ent. canadiennes</u>		<u>Ent. étrangères</u>	
	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>
	(%)		(%)	
Provinces de l'Atlantique	74	75	26	25
Québec	83	82	17	18
Ontario	72	72	28	28
Prairies	62	60	38	40
Alberta	54	52	46	48
C.-B. et région du Nord	64	63	36	37
<u>CANADA</u>	<u>69</u>	<u>69</u>	<u>31</u>	<u>31</u>

TABEAU 9

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

	<u>Taux de variation</u>	<u>Révisions survenues</u>	
	<u>annuels</u>	<u>entre les enquêtes</u>	
	<u>1984-1983</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>
		(%)	
<u>Ent. canadiennes</u>			
Provinces de l'Atlantique	-5,2	-8,5	-2,9
Québec	24,8	-7,4	-2,8
Ontario	8,2	-6,3	-0,8
Prairies	10,4	-7,4	-5,6
Alberta	7,1	-9,5	-9,3
C.-B. et région du Nord	-12,5	-6,2	-12,4
<u>CANADA</u>	<u>8,2</u>	<u>-7,0</u>	<u>-4,2</u>
<u>Ent. étrangères</u>			
Provinces de l'Atlantique	-9,9	2,0	-7,0
Québec	32,9	-3,4	-10,7
Ontario	7,3	-4,6	12,0
Prairies	18,2	-10,4	2,7
Alberta	15,9	-10,2	3,0
C.-B. et région du Nord	-8,1	-5,7	-8,2
<u>CANADA</u>	<u>8,5</u>	<u>-6,5</u>	<u>-0,8</u>

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984. Consulter le tableau 9.A pour les montants en dollars des années 1983 et 1984.

TABLEAU 9.A

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
1983 - 1984

(en millions de dollars courants)

ENTREPRISES CANADIENNES ET ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

ENSEMBLE DES INDUSTRIES

<u>ENTREPRISES CANADIENNES</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>
Provinces de l'Atlantique	1 605,1	1 522,0
Québec	2 823,7	3 524,3
Ontario	4 697,6	5 086,2
Prairies	4 116,3	4 544,6
Alberta	2 729,0	2 924,7
C.-B. et région du Nord	2 186,3	1 913,9
<u>CANADA</u>	<u>15 994,9</u>	<u>17 310,2</u>
<u>ENTREPRISES ÉTRANGÈRES</u>		
Provinces de l'Atlantique	559,8	504,5
Québec	581,9	773,7
Ontario	1 839,0	1 973,7
Prairies	2 564,4	3 031,7
Alberta	2 357,6	2 734,6
C.-B. et région du Nord	1 242,4	1 142,0
<u>CANADA</u>	<u>7 252,1</u>	<u>7 873,2</u>

Nota: (1) Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

(2) Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque région. Ce système est appliqué séparément à chaque région. Par conséquent, les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 10

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR ENTREPRISE DES SECTEURS
PUBLIC ET PRIVÉ DANS LES RÉGIONS

	Secteur public		Secteur privé	
	1983	%	1983	%
Provinces de l'Atlantique	42	46	58	54
Québec	49	48	51	52
Ontario	39	34	61	66
Prairies	27	27	73	73
Alberta	15	16	85	84
C.-B. et région du Nord	38	28	62	72
<u>CANADA</u>	<u>37</u>	<u>35</u>	<u>63</u>	<u>65</u>

TABLEAU 11

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES SOCIÉTÉS

	Taux de variation	Révisions survenues	
	annuels 1984-1983	1983	% 1984
<u>Secteur public</u>			
Provinces de l'Atlantique	2,6	-11,1	-6,1
Québec	24,4	-10,5	-10,4
Ontario	-4,9	-9,4	-4,3
Prairies	15,5	-2,5	-8,2
Alberta	16,0	-1,1	-19,4
C.-B. et région du Nord	-35,3	-8,1	-15,5
<u>CANADA</u>	<u>3,7</u>	<u>-8,6</u>	<u>-8,0</u>
<u>Secteur privé</u>			
Provinces de l'Atlantique	-13,0	-1,9	-2,0
Québec	27,8	-2,8	2,0
Ontario	16,0	-3,4	6,2
Prairies	12,6	-10,6	-0,1
Alberta	10,3	-11,2	-0,1
C.-B. et région du Nord	3,9	-4,7	-9,0
<u>CANADA</u>	<u>11,0</u>	<u>-5,8</u>	<u>-0,3</u>

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984. Voir au tableau 11.A les montants en dollars de 1983 et 1984.

TABLEAU 11.A

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
1983 - 1984

(en millions de dollars courants)

ENTREPRISES DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ

ENSEMBLE DES INDUSTRIES

<u>Secteur public</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>
Provinces de l'Atlantique	912,5	936,8
Québec	1 652,5	2 056,3
Ontario	2 515,4	2 394,0
Prairies	1 791,4	2 070,1
Alberta	779,8	904,6
C.-B. et région du Nord	1 296,8	839,4
<u>CANADA</u>	<u>8 597,9</u>	<u>8 918,7</u>
<u>Secteur privé</u>		
Provinces de l'Atlantique	1 252,4	1 089,7
Québec	1 753,1	2 241,7
Ontario	4 021,2	4 665,9
Prairies	4 889,3	5 506,2
Alberta	4 306,8	4 754,7
C.-B. et région du Nord	2 131,9	2 216,5
<u>CANADA</u>	<u>14 649,1</u>	<u>16 264,7</u>

Nota: (1) Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

(2) Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque région. Ce système est appliqué séparément à chaque région. Par conséquent, les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 12

INTENTIONS D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
1983 - 1988

(en millions de dollars courants)

<u>ENQUÊTE/RÉGION</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>TOTAL</u>
<u>avril 1984 *</u>							
Provinces de l'Atlantique (49)	1 458,7	1 447,7	1 433,6	1 681,4	2 250,8	2 338,4	10 610,6
Québec (87)	2 899,3	3 580,9	3 603,0	3 098,3	2 416,7	2 394,2	17 992,4
Ontario (117)	3 613,4	3 941,8	4 301,1	4 180,3	4 103,2	4 302,8	24 442,6
Prairies (95)	5 445,6	6 098,9	6 637,0	7 345,8	7 576,4	8 126,7	41 230,4
Alberta (70)	4 108,9	4 550,6	4 920,1	5 905,9	6 063,1	6 193,4	31 742,0
C.-B. et région du Nord (81)	3 137,6	2 723,4	3 049,9	2 719,9	2 767,3	3 002,7	17 400,8
<u>CANADA (193)</u>	<u>17 042,2</u>	<u>18 337,5</u>	<u>19 780,0</u>	<u>19 728,0</u>	<u>19 904,0</u>	<u>21 047,7</u>	<u>115 839,4</u>
<u>octobre 1983 **</u>							
Provinces de l'Atlantique (49)	1 593,6	1 546,9	1 724,6	2 040,7	2 452,6	2 373,6	11 732,0
Québec (87)	3 137,8	3 863,7	3 757,2	3 324,8	3 209,3	2 383,8	19 676,6
Ontario (117)	3 759,1	3 883,8	4 148,5	3 929,5	3 834,2	4 228,9	23 784,0
Prairies (95)	5 935,5	6 322,5	6 712,3	7 201,2	7 592,0	8 025,7	41 789,2
Alberta (70)	4 528,8	4 800,2	5 062,3	5 734,1	6 033,2	6 097,6	32 256,2
C.-B. et région du Nord (81)	3 339,6	3 104,3	3 540,5	3 404,6	3 466,2	3 255,3	20 110,5
<u>CANADA (193)</u>	<u>18 293,0</u>	<u>19 271,1</u>	<u>20 595,8</u>	<u>20 568,9</u>	<u>21 286,0</u>	<u>21 196,2</u>	<u>121 211,0</u>

Nota : * Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984 à 1988.

** Données préliminaires pour 1983 et projets pour 1984 à 1988. Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'octobre 1983 et d'avril 1984 relatives aux années 1983-1988 (réponses détaillées pour chaque année) ont servi à l'établissement de ce tableau et ce, par groupe ajusté. Le nombre de sociétés qui ont participé à l'enquête est indiqué entre parenthèses pour chaque région. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 13

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

(Taux de variation)

Révisions survenues entre les enquêtes

	<u>1983-1984</u>	<u>1985-1988</u>	<u>1983-1988</u>
Provinces de l'Atlantique	-7,5	-10,3	-9,6
Québec	-7,5	-9,2	-8,6
Ontario	-1,2	4,6	2,8
Prairies	-5,8	0,5	-1,4
Alberta	-7,2	0,7	-1,6
C.-B. et région du Nord	-9,1	-15,6	-13,5
<u>CANADA</u>	<u>-5,8</u>	<u>-3,8</u>	<u>-4,5</u>

TABLEAU 14

INVESTISSEMENTS ENVISAGÉS

Taux de répartition

<u>Entreprises ayant leur siège social aux endroits suivants</u>	<u>Entreprises manufacturières</u>	<u>Entreprises non manufacturières</u>	<u>Total</u>
Provinces de l'Atlantique (2 de 14)	0,0	3,7	3,7
Québec (7 de 43)	1,9	9,6	11,5
Ontario (18 de 139)	17,6	16,4	33,9
Prairies (7 de 56)	3,4	34,1	37,5
Alberta (5 de 36)	0,3	34,0	34,3
C.-B. et région du Nord (5 de 33)	13,3	0,0	13,3
<u>Ensemble des entreprises (39 de 285)</u>	<u>36,2</u>	<u>63,7</u>	<u>100,0</u>
			(\$5 898,9)

Nota : Le nombre des entreprises qui ont participé aux enquêtes est indiqué entre parenthèses.

Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 15

FACTEURS CONSIDÉRÉS COMME AYANT UNE INFLUENCE SUR LES INVESTISSEMENTS ACTUELS ET FUTURS

(Nombre de réponses)

FACTEURS/RÉGION DU SIÈGE SOCIAL	ATLANTIQUE		QUÉBEC		ONTARIO		ALB.		PRAIRIES		C.-B. ET NORD		TOTAL	
	083	A84	083	A84	083	A84	083	A84	083	A84	083	A84	083	A84
	Réglementation fédérale canadienne	3	4	4	7	37	41	22	23	24	29	8	5	76
Réglementation canadienne non fédérale	2	1	2	2	15	16	13	16	15	18	2	2	36	39
Réglementation de gouv. étrangers	-	-	-	1	5	8	3	2	3	4	2	3	10	16
Taux de change	-	1	2	5	10	16	2	5	2	6	7	4	21	32
Obstacles non tarifaires (Canada)	-	-	-	1	1	4	-	1	-	1	-	-	1	6
Tarif douanier canadien trop élevé	1	1	1	3	-	1	1	1	1	1	-	1	3	7
Tarif douanier canadien trop bas	-	-	-	1	3	3	-	-	-	-	-	1	3	5
Obstacles douaniers à l'étranger	-	-	-	3	3	3	-	1	-	3	-	1	3	10
Autres facteurs d'échanges	-	-	1	2	4	4	2	2	1	2	-	-	6	8
Rentrées d'argent prévues	3	4	10	15	41	38	12	17	17	20	9	16	80	93
Taux de rentabilité	2	2	10	12	27	22	12	11	15	14	5	8	59	58
Autres conditions de financement interne	2	3	1	1	5	2	1	1	3	2	2	3	13	11
Coûts de financement	2	3	4	8	26	25	7	6	8	7	5	7	45	50
Disponibilité des fonds	3	3	3	3	8	11	4	3	5	5	1	2	20	24
Autres conditions de financement externe	2	1	1	-	5	5	2	3	2	6	1	-	11	12
Autres facteurs financiers et monétaires	-	1	-	1	5	2	-	1	-	1	-	-	5	5
Pénuries de mat. premières	1	-	-	2	2	3	3	2	3	2	-	-	6	7
Pénuries d'installations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pénuries de main-d'oeuvre	-	-	-	1	-	1	-	1	-	1	-	-	-	3
Problèmes ouvriers	-	-	-	1	4	4	-	-	-	-	3	5	7	10
Ventes prévues au Canada	3	5	6	18	51	44	13	13	18	20	11	8	89	95
Ventes prévues à l'étranger	2	2	7	13	33	28	12	13	17	19	14	8	73	70
Situation économique prévue au Canada	2	3	7	14	47	43	10	8	15	14	8	7	79	81
Situation économique prévue à l'étranger	1	2	4	8	21	13	5	4	9	7	10	5	45	35
Autres facteurs	-	-	-	-	6	3	1	-	2	-	-	2	8	5
<u>Taille de l'échantillon</u>	<u>15</u>	<u>14</u>	<u>39</u>	<u>43</u>	<u>134</u>	<u>139</u>	<u>35</u>	<u>36</u>	<u>54</u>	<u>56</u>	<u>30</u>	<u>33</u>	<u>271</u>	<u>285</u>

083 = Enquête d'octobre 1983

A84 = Enquête d'avril 1984

TABLEAU 16

DÉPENSES EN IMMOBILISATION* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES (1983-1988)
EN DOLLARS COURANTS D'APRÈS LES RÉPONSES À L'ENQUÊTE D'AVRIL 1984

(1983 = 100,0)

<u>Industrie</u>	<u>Valeur de référence</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>
Aliments et boissons	409,3	100,0	115,1	95,3	85,0	77,5	76,2
Produits forestiers	423,7	100,0	203,0	271,4	217,9	166,4	153,3
Métaux de première transf.	450,8	100,0	161,4	144,5	133,2	93,4	92,7
Produits chimiques	241,9	100,0	94,0	136,3	142,6	127,0	113,9
Matériel de transport	571,4	100,0	43,1	45,9	38,3	38,0	40,3
Autres industries manufact.	607,4	100,0	132,8	156,6	141,2	139,0	141,6
<u>Total des industries manufacturières</u>	<u>2 704,5</u>	<u>100,0</u>	<u>123,5</u>	<u>138,1</u>	<u>121,8</u>	<u>104,0</u>	<u>101,5</u>
Sociétés minières	603,3	100,0	107,1	118,4	84,8	91,2	86,2
Sociétés pétrolières et gazières	6 144,6	100,0	100,3	104,9	117,6	132,7	140,3
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	1 044,6	100,0	91,5	81,1	81,9	68,4	66,7
Transport et entreposage	1 156,7	100,0	101,2	120,3	120,9	137,9	164,7
Communications	2 173,4	100,0	106,4	119,7	129,1	135,5	139,0
Services d'électricité	3 886,1	100,0	102,2	102,2	95,9	95,6	69,2
Commerce, finances et autres activités commerciales	579,8	100,0	122,6	152,7	129,7	138,3	172,0
<u>Total des industries non manufacturières</u>	<u>15 588,5</u>	<u>100,0</u>	<u>102,2</u>	<u>108,2</u>	<u>110,8</u>	<u>118,5</u>	<u>118,4</u>
<u>TOTAL</u>	<u>18 293,0</u>	<u>100,0</u>	<u>105,3</u>	<u>112,6</u>	<u>112,4</u>	<u>116,4</u>	<u>115,9</u>

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont participé aux enquêtes d'octobre 1983 et d'avril 1984 relatives aux années 1983 à 1988 (chacune de ces années), soit 193 entreprises, ont servi à l'élaboration de ce tableau.

TABLEAU 17

DÉPENSES EN IMMOBILISATION* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES (1983-1988)
EN DOLLARS COURANTS D'APRÈS LES RÉPONSES À L'ENQUÊTE D'OCTOBRE 1983

(1983 = 100,0)

<u>Industrie</u>	<u>Valeur de référence</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>
Aliments et boissons	402,6	100,0	126,4	104,3	90,6	82,0	75,3
Produits forestiers	365,2	100,0	190,6	270,0	239,7	193,5	163,4
Métaux de première transf.	385,5	100,0	178,4	204,4	125,9	119,0	111,2
Produits chimiques	223,3	100,0	91,5	124,1	149,8	129,2	112,4
Matériel de transport	544,9	100,0	50,7	57,6	44,3	43,0	41,5
Autres industries manufact.	580,7	100,0	142,2	162,1	158,0	150,7	151,8
<u>Total des industries manufacturières</u>	<u>2 502,2</u>	<u>100,0</u>	<u>127,8</u>	<u>148,9</u>	<u>128,6</u>	<u>115,6</u>	<u>107,4</u>
Sociétés minières	526,7	100,0	109,4	127,7	96,3	91,6	87,3
Sociétés pétrolières et gazières	5 627,6	100,0	105,0	110,5	123,3	140,4	150,1
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	1 017,1	100,0	90,6	87,4	85,2	68,1	69,9
Transport et entreposage	1 149,2	100,0	97,4	116,4	120,2	139,8	154,2
Communications	2 144,8	100,0	107,9	124,2	131,8	139,6	145,1
Services d'électricité	3 501,0	100,0	101,3	95,0	90,1	70,9	84,0
Commerce, finances et autres activités commerciales	573,6	100,0	130,9	165,4	145,3	148,8	160,4
<u>Total des industries non manufacturières</u>	<u>14 540,0</u>	<u>100,0</u>	<u>104,1</u>	<u>110,4</u>	<u>113,5</u>	<u>117,0</u>	<u>126,3</u>
<u>TOTAL</u>	<u>17 042,2</u>	<u>100,0</u>	<u>107,6</u>	<u>116,1</u>	<u>115,8</u>	<u>116,8</u>	<u>123,5</u>

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont participé aux enquêtes d'octobre 1983 et d'avril 1984 relatives aux années 1983 à 1988 (chacune de ces années), soit 193 entreprises, ont servi à l'élaboration de ce tableau.

TABLEAU 18

GENRES DE MODIFICATIONS DES PROJETS

(Répartition en pourcentage des réponses)

<u>Genre de modification</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1985-1988</u>
Projets abandonnés	5,5	3,5	3,9
Projets retardés	18,4	12,4	10,2
Réduction des projets actuels	19,6	11,6	13,8
Expansion des projets actuels	6,4	13,0	8,9
Introduction de nouveaux projets	3,4	14,5	11,8
Projets futurs anticipés	1,5	3,5	1,3
Réintroduction de projets retardés	1,5	7,2	7,9
Plans inchangés	43,6	34,4	41,6
Non spécifié	-	-	0,7
TOTAL	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>
Nombre de réponses	326	346	305
Nombre de sociétés	251	249	229

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 19

MOTIFS DE MODIFICATION DES PROJETS

1983

(Répartition en pourcentage des réponses)

<u>Motif de modification</u>	<u>Révisions en hausse</u>	<u>Révisions en baisse</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	3,5	11,8	0,2	15,5
Demande des marchés étrangers	0,9	5,1	0,2	6,2
Capacité	1,2	2,5	-	3,7
Taux de rendement	2,3	3,5	-	5,8
Financement externe	0,7	2,1	-	2,8
Financement interne	1,8	5,1	-	6,9
Coûts - main-d'œuvre	0,9	0,7	-	1,6
Coûts - autres	0,2	0,2	-	0,4
Grèves	0,2	-	-	0,2
Réglementation du gouvernement	0,9	1,2	0,2	2,3
Meilleures évaluations	9,9	18,2	0,9	29,0
Reports	0,7	8,5	-	9,2
Autres raisons	0,9	6,2	-	7,1
Non spécifié	0,7	1,4	7,1	9,2
TOTAL	<u>24,9</u>	<u>66,4</u>	<u>8,8</u>	<u>100,0</u>
Nombre de réponses	108	288	38	434
Nombre d'entreprises	65	151	35	251

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 20

MOTIFS DE MODIFICATION DES PROJETS

1984

(Répartition en pourcentage des réponses)

<u>Motif de modification</u>	<u>Révisions en hausse</u>	<u>Révisions en baisse</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	9,6	9,6	0,4	19,6
Demande des marchés étrangers	2,6	3,9	-	6,5
Capacité	3,7	2,2	-	5,9
Taux de rendement	3,0	3,9	-	6,9
Financement externe	2,0	1,7	-	3,7
Financement interne	2,4	3,7	-	6,1
Coûts - main-d'œuvre	0,4	0,4	-	0,8
Coûts - autres	0,7	0,4	-	1,1
Grèves	-	-	-	-
Réglementation du gouvernement	2,0	0,7	-	2,9
Meilleures évaluations	11,7	7,6	1,5	20,8
Reports	3,7	3,5	0,7	7,9
Autres raisons	5,4	2,8	0,2	8,4
Non spécifié	1,1	0,2	8,3	9,6
TOTAL	<u>48,3</u>	<u>40,7</u>	<u>11,1</u>	<u>100,0</u>
Nombre de réponses	222	187	51	460
Nombre d'entreprises	114	88	47	249

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 21

MOTIFS DE MODIFICATION DES PROJETS

1985 - 1988

(Répartition en pourcentage des réponses)

<u>Motif de modification</u>	<u>Révisions en hausse</u>	<u>Révisions en baisse</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	10,7	6,1	0,8	17,6
Demande des marchés étrangers	3,6	4,3	0,3	8,2
Capacité	3,6	2,0	-	5,6
Taux de rendement	3,3	4,3	-	7,6
Financement externe	1,3	1,3	-	2,6
Financement interne	1,8	2,8	-	4,6
Coûts - main-d'œuvre	0,8	0,8	-	1,6
Coûts - autres	0,8	0,3	-	1,1
Grèves	-	-	-	-
Réglementation du gouvernement	2,0	0,5	0,3	2,8
Meilleures évaluations	12,0	6,9	0,8	19,7
Reports	3,3	2,6	-	5,9
Autres raisons	3,1	2,6	0,5	6,2
Non spécifié	1,0	0,3	15,3	16,6
TOTAL	<u>47,3</u>	<u>34,8</u>	<u>17,9</u>	<u>100,0</u>
Nombre de réponses	185	136	70	391
Nombre d'entreprises	96	67	66	229

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 22

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN BAISSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1983

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

<u>Motifs de modification</u>	<u>Annulation</u>	<u>Renvoi à plus tard</u>	<u>Réduction</u>	<u>Expansion</u>	<u>Nouveaux projets</u>	<u>Anticipation</u>	<u>Reprise de projets retardés</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Non spécifié</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	2,1	8,3	6,9	-	-	-	-	0,3	-	17,7
Demande des marchés étrangers	1,0	3,8	2,4	-	-	-	-	0,3	-	7,6
Capacité	0,3	2,4	0,7	-	0,3	-	-	-	-	3,8
Taux de rendement	1,4	1,4	2,1	-	0,3	-	-	-	-	5,2
Financement externe	0,3	2,4	0,3	-	-	-	-	-	-	3,1
Financement interne	1,0	4,2	1,7	-	-	-	-	0,7	-	7,6
Coûts - main-d'oeuvre	-	0,3	0,7	-	-	-	-	-	-	1,0
Coûts - autres	-	0,3	-	-	-	-	-	-	-	0,3
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Réglementation du gouvernement	-	1,0	0,7	-	-	-	-	-	-	1,7
Meilleures évaluations	0,3	2,1	4,5	1,7	-	0,3	-	18,4	-	27,4
Reports	-	3,1	8,7	0,3	-	0,3	-	0,3	-	12,8
Autres raisons	1,0	1,7	3,5	1,0	0,3	-	-	1,7	-	9,4
Non spécifié	-	0,3	-	-	0,3	-	-	1,4	-	2,1
<u>TOTAL</u>	<u>7,6</u>	<u>31,6</u>	<u>32,3</u>	<u>3,1</u>	<u>1,4</u>	<u>0,7</u>	<u>0,0</u>	<u>23,3</u>	<u>0,0</u>	<u>100,0</u>

Nombre de réponses 288

Nombre d'entreprises 151

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 23

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN HAUSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1983

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

<u>Motifs de modification</u>	<u>Annulation</u>	<u>Renvoi à plus tard</u>	<u>Réduction</u>	<u>Expansion</u>	<u>Nouveaux projets</u>	<u>Anticipation</u>	<u>Reprise de projets retardés</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Non spécifié</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	1,9	-	-	6,5	1,9	-	2,8	0,9	-	13,9
Demande des marchés étrangers	1,9	-	-	1,9	-	-	-	-	-	3,7
Capacité	-	-	0,9	1,9	-	1,9	-	-	-	4,6
Taux de rendement	-	0,9	-	2,8	2,8	0,9	0,9	0,9	-	9,3
Financement externe	-	-	-	-	0,9	-	-	1,9	-	2,8
Financement interne	-	-	0,9	0,9	2,8	1,9	-	0,9	-	7,4
Coûts - main-d'œuvre	-	-	0,9	0,9	-	0,9	0,9	-	-	3,7
Coûts - autres	-	-	-	0,9	-	-	-	-	-	0,9
Grèves	-	-	-	0,9	-	-	-	-	-	0,9
Réglementation du gouvernement	-	-	-	-	0,9	0,9	0,9	0,9	-	3,7
Meilleures évaluations	-	-	-	-	0,9	-	-	38,9	-	39,8
Reports	-	-	0,9	1,9	-	-	-	-	-	2,8
Autres raisons	-	0,9	-	-	0,9	-	1,9	-	-	3,7
Non spécifié	-	-	-	-	-	-	-	2,8	-	2,8
<u>TOTAL</u>	<u>3,7</u>	<u>1,9</u>	<u>3,7</u>	<u>18,5</u>	<u>11,1</u>	<u>6,5</u>	<u>7,4</u>	<u>47,2</u>	<u>0,0</u>	<u>100,0</u>

Nombre de réponses 108

Nombre d'entreprises 65

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 24

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN BAISSÉ DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1984

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

<u>Motifs de modification</u>	<u>Annulation</u>	<u>Renvoi à plus tard</u>	<u>Réduction</u>	<u>Expansion</u>	<u>Nouveaux projets</u>	<u>Anticipation</u>	<u>Reprise de projets retardés</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Non spécifié</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	-	10,8	6,9	1,0	3,9	-	-	1,0	-	23,5
Demande des marchés étrangers	-	5,9	3,9	-	1,0	-	-	-	-	10,8
Capacité	-	1,0	-	-	1,0	-	-	-	-	2,0
Taux de rendement	1,0	3,9	3,9	1,0	-	-	-	-	-	9,8
Financement externe	-	2,9	1,0	1,0	-	-	-	-	-	4,9
Financement interne	-	3,9	3,9	-	-	-	-	-	-	7,8
Coûts - main-d'oeuvre	-	-	2,0	-	-	-	-	-	-	2,0
Coûts - autres	-	-	2,0	-	-	-	-	-	-	2,0
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Réglementation du gouvernement	-	1,0	1,0	-	-	-	-	-	-	2,0
Meilleures évaluations	-	1,0	4,9	1,0	-	-	-	11,8	-	18,6
Reports	-	2,9	4,9	1,0	-	-	-	-	-	8,8
Autres raisons	-	2,9	1,0	-	-	1,0	-	2,9	-	7,8
Non spécifié	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
<u>TOTAL</u>	<u>1,0</u>	<u>36,3</u>	<u>35,3</u>	<u>4,9</u>	<u>5,9</u>	<u>1,0</u>	<u>0,0</u>	<u>15,7</u>	<u>0,0</u>	<u>100,0</u>

Nombre de réponses 102

Nombre d'entreprises 46

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 25

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN HAUSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1984

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

<u>Motifs de modification</u>	<u>Annulation</u>	<u>Renvoi à plus tard</u>	<u>Réduction</u>	<u>Expansion</u>	<u>Nouveaux projets</u>	<u>Anticipation</u>	<u>Reprise de projets retardés</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Non spécifié</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	1,0	1,0	-	4,9	6,9	-	2,9	2,0	-	18,6
Demande des marchés étrangers	1,0	-	-	1,0	-	-	-	1,0	-	2,9
Capacité	-	-	-	2,9	1,0	-	-	-	-	3,9
Taux de rendement	-	1,0	-	3,9	1,0	-	1,0	-	-	6,9
Financement externe	-	-	-	1,0	-	1,0	-	1,0	-	2,9
Financement interne	-	1,0	-	1,0	2,9	1,0	-	1,0	-	6,9
Coûts - main-d'œuvre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Coûts - autres	-	-	-	-	1,0	-	-	-	-	1,0
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Réglementation du gouvernement	-	-	-	1,0	2,0	-	-	1,0	-	3,9
Meilleures évaluations	-	-	1,0	7,8	2,0	-	1,0	19,6	-	31,4
Reports	-	-	-	2,9	-	-	2,0	2,9	-	7,8
Autres raisons	-	1,0	2,0	3,9	2,9	1,0	-	2,0	-	12,7
Non spécifié	-	-	-	-	-	-	-	1,0	-	1,0
<u>TOTAL</u>	<u>2,0</u>	<u>3,9</u>	<u>2,9</u>	<u>30,4</u>	<u>19,6</u>	<u>2,9</u>	<u>6,9</u>	<u>31,4</u>	<u>0,0</u>	<u>100,0</u>

Nombre de réponses 102

Nombre d'entreprises 50

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 26

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN BAISSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1985 - 1988

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

<u>Motifs de modification</u>	<u>Annulation</u>	<u>Renvoi à plus tard</u>	<u>Réduction</u>	<u>Expansion</u>	<u>Nouveaux projets</u>	<u>Anticipation</u>	<u>Reprise de projets retardés</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Non spécifié</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	2,9	10,0	7,1	-	-	-	1,4	-	-	21,4
Demande des marchés étrangers	1,4	2,9	4,3	-	-	-	1,4	-	-	10,0
Capacité	-	1,4	-	-	-	-	-	-	-	1,4
Taux de rendement	2,9	4,3	5,7	-	-	-	4,3	-	-	17,1
Financement externe	-	2,9	1,4	-	-	-	-	-	-	4,3
Financement interne	-	-	5,7	-	-	-	-	-	-	5,7
Coûts - main-d'oeuvre	-	-	4,3	-	-	-	-	-	-	4,3
Coûts - autres	-	-	1,4	-	-	-	-	-	-	1,4
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Réglementation du gouvernement	-	-	1,4	-	-	-	-	-	-	1,4
Meilleures évaluations	-	2,9	1,4	1,4	-	-	2,9	14,3	-	22,9
Reports	-	2,9	2,9	-	-	-	-	-	-	5,7
Autres raisons	-	-	2,9	1,4	-	-	-	-	-	4,3
Non spécifié	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
<u>TOTAL</u>	<u>7,1</u>	<u>27,1</u>	<u>38,6</u>	<u>2,9</u>	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>	<u>10,0</u>	<u>14,3</u>	<u>0,0</u>	<u>100,0</u>

Nombre de réponses 70

Nombre d'entreprises 32

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 27

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN HAUSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1985 - 1988

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

<u>Motifs de modification</u>	<u>Annulation</u>	<u>Renvoi à plus tard</u>	<u>Réduction</u>	<u>Expansion</u>	<u>Nouveaux projets</u>	<u>Anticipation</u>	<u>Reprise de projets retardés</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Non spécifié</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	1,1	1,1	1,1	3,3	9,9	-	3,3	3,3	-	23,1
Demande des marchés étrangers	1,1	-	-	1,1	1,1	-	2,2	-	-	5,5
Capacité	-	-	-	1,1	1,1	-	-	-	-	2,2
Taux de rendement	-	1,1	1,1	2,2	1,1	-	1,1	1,1	-	7,7
Financement externe	-	-	-	1,1	1,1	-	-	2,2	-	4,4
Financement interne	-	-	-	-	2,2	-	-	-	-	2,2
Coûts - main-d'œuvre	-	-	-	-	1,1	-	-	-	-	1,1
Coûts - autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Réglementation du gouvernement	-	-	-	1,1	2,2	-	1,1	1,1	-	5,5
Meilleures évaluations	-	1,1	1,1	3,3	1,1	1,1	1,1	20,9	1,1	30,8
Reports	-	1,1	3,3	-	-	-	2,2	1,1	-	7,7
Autres raisons	-	1,1	-	2,2	1,1	1,1	-	1,1	-	6,6
Non spécifié	-	1,1	-	-	-	-	1,1	1,1	-	3,3
<u>TOTAL</u>	<u>2,2</u>	<u>6,6</u>	<u>6,6</u>	<u>15,4</u>	<u>22,0</u>	<u>2,2</u>	<u>12,1</u>	<u>31,9</u>	<u>1,1</u>	<u>100,0</u>

Nombre de réponses 91

Nombre d'entreprises 51

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 28

TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATION - RÉPARTITION PAR OBJECTIF

	<u>Nombre d'entreprises</u>	<u>1983</u> (en millions de dollars)	<u>1984</u>
Recherche et développement	84	249,4	273,4
Réduction de la pollution	67	395,5	412,7
Milieu de travail	79	111,6	158,9
Agrandissement des installations - emplacement actuel	148	7 017,8	7 385,6
Amélioration et remplacement des installations actuelles	220	3 986,7	5 530,7
Agrandissement des installations - nouvel emplacement	83	6 325,8	6 268,1
Autres	69	2 216,8	2 717,7
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<u>TOTAL</u>	<u>255 *</u>	<u>20 303,6</u>	<u>22 747,1</u>

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

* Puisque chaque entreprise peut répartir ses dépenses sur plusieurs objectifs, ce chiffre ne représente pas le total de la colonne.

TABLEAU 29

TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATION - RÉPARTITION PAR OBJECTIF

(Répartition en pourcentage * du total)

	<u>Industries manufacturières</u>		<u>Industries non manufacturières</u>		<u>Total</u>	
	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>
Recherche et développement	4,5	4,1	0,6	0,5	1,2	1,2
Réduction de la pollution	3,8	3,4	1,6	1,5	1,9	1,8
Millieu de travail	2,1	2,6	0,2	0,3	0,5	0,7
Agrandissement des installations - emplacement actuel	22,5	24,7	36,9	34,3	34,6	32,5
Amélioration et remplacement des installations actuelles	40,2	48,8	15,6	18,7	19,6	24,3
Agrandissement des installations - nouvel emplacement	6,2	4,2	36,0	32,9	31,2	27,6
Autres	20,6	12,2	9,0	11,9	10,9	11,9
<u>TOTAL</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>

* Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 30

DÉPENSES EN IMMOBILISATION - RÉPARTITION PAR OBJECTIF

1984-1983

(Taux de modification annuel des niveaux de dépenses)

	<u>Industries manufacturières</u>	<u>Industries non manufacturières</u>	<u>Total</u>
Recherche et développement	16,6	-1,2	9,6
Réduction de la pollution	12,5	0,4	4,3
Milieu de travail	55,0	20,5	42,3
Agrandissement des installations - emplacement actuel	40,2	1,0	5,2
Amélioration et remplacement des installations actuelles	55,4	30,3	38,7
Agrandissement des installations - nouvel emplacement	-12,7	-0,6	-1,0
Autres	-24,0	43,2	22,5
<u>TOTAL</u>	<u>28,0</u>	<u>8,9</u>	<u>12,0</u>

* En raison du champ d'application, les modifications annuelles de l'ensemble des investissements sont différentes de celles qui apparaissent dans le tableau 2.

TABLEAU 31

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1983-1984

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

(en millions de dollars courants)

			Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes		
	1983	1984	1984-1983	1983	(%)	1984
Industries manufacturières	306 (4 191)	194 (5 199)	-36,4 (24,0)	-15,0	(-5,7)	4,5 (-0,8)
Industries non manufacturières	1 859 (19 056)	1 832 (19 985)	-1,5 (4,8)	-4,3	(-7,1)	-4,8 (-3,8)
<u>TOTAL</u>	2 165 (23 247)	2 026 (25 184)	-6,4 (8,3)	-6,0	(-6,8)	-3,9 (-3,2)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Il s'agit de sommes en dollars pour les années 1983-1984; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1984 et se rapportent aux entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'octobre 1983 et d'avril 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 32

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	<u>1984-1983</u>		<u>1983</u>	<u>(%)</u>	<u>1984</u>	
<u>Entreprises étrangères</u>						
Industries manufacturières	-2,6	(17,0)	-15,2	(-2,8)	-11,9	(-2,5)
Industries non manufacturières	-11,0	(4,5)	5,2	(-8,1)	-6,1	(0,2)
TOTAL	-9,9	(8,5)	2,0	(-6,5)	-7,0	(-0,8)
<u>Entreprises canadiennes</u>						
Industries manufacturières	-47,3	(32,7)	-15,0	(-9,1)	17,5	(1,1)
Industries non manufacturières	1,9	(4,9)	-7,3	(-6,7)	-4,3	(-5,0)
TOTAL	-5,2	(8,2)	-8,5	(-7,0)	-2,9	(-4,2)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 33

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	1984-1983		1983	(%)	1984	
<u>Entreprises du secteur public</u>	2,6	(3,7)	-11,1	(-8,6)	-6,1	(-8,0)
<u>Entreprises du secteur privé</u>	-13,0	(11,0)	-1,9	(-5,8)	-2,0	(-0,3)
Industries manufacturières	-42,0	(25,4)	-10,6	(-4,9)	-6,4	(-1,7)
Industries non manufacturières	-5,4	(5,6)	0,7	(-6,1)	-1,2	(0,3)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 34

ENTREPRISES À SIÈGE SOCIAL DANS LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE *
PRÉVISIONS DE 1984 ET 1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1984-1983			1985-1984		
	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>
Ventes au Canada	76,9 (65,6)	23,0 (25,6)	0,0 (8,8)	76,9 (70,5)	23,0 (21,7)	0,0 (7,6)
Ventes à l'exportation	55,5 (53,2)	22,2 (32,5)	22,2 (14,2)	77,7 (59,1)	22,2 (31,5)	0,0 (9,3)
Bénéfices	69,2 (70,2)	15,3 (15,0)	15,3 (14,6)	76,9 (74,8)	23,0 (17,0)	0,0 (8,0)
Emploi dans les entreprises canadiennes	7,6 (25,0)	76,9 (52,1)	15,3 (22,7)	15,3 (26,4)	76,9 (63,6)	7,6 (9,8)
Situation financière des entreprises	53,8 (56,4)	38,4 (34,8)	7,6 (8,8)	53,8 (56,4)	46,1 (36,2)	0,0 (7,2)
Situation des entreprises canadiennes	30,7 (50,8)	61,5 (42,4)	7,6 (6,8)	53,8 (47,9)	46,1 (43,5)	0,0 (8,4)
Climat de l'investissement étranger	20,0 (42,2)	80,0 (53,3)	0,0 (4,4)	0,0 (35,8)	100,0 (61,9)	0,0 (2,2)

Nota : Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

* Quatorze entreprises dont le siège social se trouve dans les provinces de l'Atlantique ont participé à l'enquête.

TABLEAU 35

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1983-1984

QUÉBEC

(en millions de dollars courants)

			Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes		
	1983	1984	1984-1983		1983	(%)	1984
Industries manufacturières	845 (4 191)	1 343 (5 199)	58,9 (24,0)		-8,5	(-5,7)	-0,8 (-0,8)
Industries non manufacturières	2 561 (19 056)	2 955 (19 985)	15,3 (4,8)		-6,1	(-7,1)	-6,5 (-3,8)
<u>TOTAL</u>	3 406 (23 247)	4 298 (25 184)	26,2 (8,3)		-6,7	(-6,8)	-4,4 (-3,2)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Il s'agit de sommes en dollars pour les années 1983-1984; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1984 et se rapportent aux entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'octobre 1983 et d'avril 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 36

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

QUÉBEC

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	1984-1983		1983	(%)	1984	
<u>Entreprises étrangères</u>						
Industries manufacturières	76,2	(17,0)	-3,0	(-2,8)	-13,4	(-2,5)
Industries non manufacturières	-30,4	(4,5)	-4,0	(-8,1)	0,8	(0,2)
<u>TOTAL</u>	32,9	(8,5)	-3,4	(-6,5)	-10,7	(-0,8)
<u>Entreprises canadiennes</u>						
Industries manufacturières	46,9	(32,7)	-12,0	(-9,1)	16,6	(1,1)
Industries non manufacturières	20,0	(4,9)	-6,4	(-6,7)	-6,9	(-5,0)
<u>TOTAL</u>	24,8	(8,2)	-7,4	(-7,0)	-2,8	(-4,2)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 37

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

QUÉBEC

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	<u>1984-1983</u>		<u>1983</u>	<u>(%)</u>	<u>1984</u>	
<u>Entreprises du secteur public</u>	24,4	(3,7)	-10,5	(-8,6)	-10,4	(-8,0)
<u>Entreprises du secteur privé</u>	27,8	(11,0)	-2,8	(-5,8)	2,0	(-0,3)
Industries manufacturières	49,5	(25,4)	-6,1	(-4,9)	-1,0	(-1,7)
Industries non manufacturières	8,7	(5,6)	0,2	(-6,1)	5,9	(0,3)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 38

ENTREPRISES À SIÈGE SOCIAL DANS LA RÉGION DE QUÉBEC
PRÉVISIONS DE 1984 ET 1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1984-1983			1985-1984		
	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>
Ventes au Canada	66,6 (65,6)	17,9 (25,6)	15,3 (8,8)	64,1 (70,5)	33,3 (21,7)	2,5 (7,6)
Ventes à l'exportation	53,3 (53,2)	33,3 (32,5)	13,3 (14,2)	66,6 (59,1)	30,0 (31,5)	3,3 (9,3)
Bénéfices	69,2 (70,2)	15,3 (15,0)	15,3 (14,6)	71,7 (74,8)	17,9 (17,0)	10,2 (8,0)
Emploi dans les entreprises canadiennes	20,5 (25,0)	56,4 (52,1)	23,0 (22,7)	15,3 (26,4)	76,9 (63,6)	7,6 (9,8)
Situation financière des entreprises	48,6 (56,4)	43,2 (34,8)	8,1 (8,8)	48,6 (56,4)	48,6 (36,2)	2,7 (7,2)
Situation des entreprises canadiennes	60,5 (50,8)	34,2 (42,4)	5,2 (6,8)	44,7 (47,9)	47,3 (43,5)	7,8 (8,4)
Climat de l'investissement étranger	47,3 (42,2)	42,1 (53,3)	10,5 (4,4)	42,1 (35,8)	52,6 (61,9)	5,2 (2,2)

Nota : Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

* Quarante-trois entreprises contactées ont leur siège social au Québec.

TABLEAU 39

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1983-1984

ONTARIO

(en millions de dollars courants)

			Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes	
	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1984-1983</u>		<u>1983</u>	<u>1984</u>
Industries manufacturières	1 943 (4 191)	2 267 (5 199)	16,7	(24,0)	-3,4 (-5,7)	6,7 (-0,8)
Industries non manufacturières	4 594 (19 056)	4 793 (19 985)	4,3	(4,8)	-6,8 (-7,1)	0,5 (-3,8)
<u>TOTAL</u>	6 537 (23 247)	7 060 (25 184)	8,0	(8,3)	-5,8 (-6,8)	2,4 (-3,2)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Il s'agit de sommes en dollars pour les années 1983-1984; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1984 et se rapportent aux entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'octobre 1983 et d'avril 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 40

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ONTARIO

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	<u>1984-1983</u>		<u>1983</u>	<u>(%)</u>	<u>1984</u>	
<u>Entreprises étrangères</u>						
Industries manufacturières	13,2	(17,0)	-1,6	(-2,8)	10,4	(-2,5)
Industries non manufacturières	-4,8	(4,5)	-10,1	(-8,1)	16,0	(0,2)
<u>TOTAL</u>	7,3	(8,5)	-4,6	(-6,5)	12,0	(-0,8)
 <u>Entreprises canadiennes</u>						
Industries manufacturières	22,5	(32,7)	-6,4	(-9,1)	1,2	(1,1)
Industries non manufacturières	5,7	(4,9)	-6,3	(-6,7)	-1,3	(-5,0)
<u>TOTAL</u>	8,2	(8,2)	-6,3	(-7,0)	-0,8	(-4,2)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 41

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ONTARIO

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	<u>1984-1983</u>		<u>1983</u>	<u>(%)</u>	<u>1984</u>	
<u>Entreprises du secteur public</u>	-4,9	(3,7)	-9,4	(-8,6)	-4,3	(-8,0)
<u>Entreprises du secteur privé</u>	16,0	(11,0)	-3,4	(-5,8)	6,2	(-0,3)
Industries manufacturières	22,9	(25,4)	-3,5	(-4,9)	6,9	(-1,7)
Industries non manufacturières	10,4	(5,6)	-3,4	(-6,1)	5,7	(0,3)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 42

ENTREPRISES AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL EN ONTARIO *
PRÉVISIONS DE 1984 ET 1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1984-1983			1985-1984		
	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>
Ventes au Canada	71,1 (65,6)	22,8 (25,6)	5,9 (8,8)	74,3 (70,5)	16,2 (21,7)	9,4 (7,6)
Ventes à l'exportation	54,4 (53,2)	30,6 (32,5)	14,8 (14,2)	54,0 (59,1)	33,0 (31,5)	13,0 (9,3)
Bénéfices	74,5 (70,2)	11,8 (15,0)	13,5 (14,6)	81,5 (74,8)	10,5 (17,0)	7,8 (8,0)
Emploi dans les entreprises canadiennes	26,8 (25,0)	47,8 (52,1)	25,2 (22,7)	27,9 (26,4)	59,3 (63,6)	12,7 (9,8)
Situation financière des entreprises	60,1 (56,4)	32,2 (34,8)	7,6 (8,8)	56,4 (56,4)	35,0 (36,2)	8,5 (7,2)
Situation des entreprises canadiennes	52,1 (50,8)	38,4 (42,4)	9,4 (6,8)	48,6 (47,9)	39,1 (43,5)	12,1 (8,4)
Climat de l'investissement étranger	45,0 (42,2)	52,1 (53,3)	2,8 (4,4)	32,8 (35,8)	65,7 (61,9)	1,4 (2,2)

Nota : Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

* Cent trente-neuf entreprises contactées ont leur siège social en Ontario.

TABLEAU 43

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1983-1984

RÉGION DES PRAIRIES

(en millions de dollars courants)

			Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes					
	1983		1984		1984-1983		1983	(%)	1984	
Industries manufacturières	355	(4 191)	411	(5 199)	15,6	(24,0)	-4,9	(-5,7)	17,9	(-0,8)
Industries non manufacturières	6 326	(19 056)	7 165	(19 985)	13,2	(4,8)	-8,8	(-7,1)	-3,4	(-3,8)
<u>TOTAL</u>	6 681	(23 247)	7 576	(25 184)	13,4	(8,3)	-8,6	(-6,8)	-2,4	(-3,2)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Il s'agit de sommes en dollars pour les années 1983-1984; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1984 et se rapportent aux entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'octobre 1983 et d'avril 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 44

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1983-1984

MANITOBA

(en millions de dollars courants)

	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>Taux de variation annuels</u>		<u>Révisions entre les enquêtes</u>		
			<u>1984-1983</u>		<u>1983</u>	<u>(%)</u>	<u>1984</u>
Industries manufacturières	38 (4 191)	82 (5 199)	117,7	(24,0)	-6,0	(-5,7)	29,4 (-0,8)
Industries non manufacturières	397 (19 056)	459 (19 985)	15,4	(4,8)	1,3	(-7,1)	-1,5 (-3,8)
<u>TOTAL</u>	435 (23 247)	541 (25 184)	24,2	(8,3)	0,6	(-6,8)	2,2 (-3,2)

SASKATCHEWAN

(en millions de dollars courants)

	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>Taux de variation annuels</u>		<u>Révisions entre les enquêtes</u>		
			<u>1984-1983</u>		<u>1983</u>	<u>(%)</u>	<u>1984</u>
Industries manufacturières	39 (4 191)	52 (5 199)	34,0	(24,0)	-7,2	(-5,7)	42,3 (-0,8)
Industries non manufacturières	955 (19 056)	1 140 (19 985)	19,4	(4,8)	-6,5	(-7,1)	3,6 (-3,8)
<u>TOTAL</u>	994 (23 247)	1 192 (25 184)	19,9	(8,3)	-6,5	(-6,8)	4,8 (-3,2)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Il s'agit de sommes en dollars pour les années 1983-1984; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1984 et se rapportent aux entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'octobre 1983 et d'avril 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 45

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1983-1984

ALBERTA

(en millions de dollars courants)

	1983		1984		Taux de variation annuels 1984-1983		Révisions entre les enquêtes		
							1983	(%)	1984
Industries manufacturières	266	(4 191)	248	(5 199)	-6,5	(24,0)	-3,9	(-5,7)	11,3 (-0,8)
Industries non manufacturières	4 821	(19 056)	5 411	(19 985)	12,2	(4,8)	-10,1	(-7,1)	-4,3 (-3,8)
<u>TOTAL</u>	5 087	(23 247)	5 659	(25 184)	11,2	(8,3)	-9,8	(-6,8)	-3,7 (-3,2)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Il s'agit de sommes en dollars pour les années 1983-1984; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1984 et se rapportent aux entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'octobre 1983 et d'avril 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 46

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

RÉGION DES PRAIRIES

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	<u>1984-1983</u>		<u>1983</u>	<u>(%)</u>	<u>1984</u>	
<u>Entreprises étrangères</u>						
Industries manufacturières	13,6	(17,0)	-4,5	(-2,8)	12,7	(-2,5)
Industries non manufacturières	18,5	(4,5)	-10,8	(-8,1)	2,1	(0,2)
<u>TOTAL</u>	18,2	(8,5)	-10,4	(-6,5)	2,7	(-0,8)
<u>Entreprises canadiennes</u>						
Industries manufacturières	17,4	(32,7)	-5,2	(-9,1)	22,5	(1,1)
Industries non manufacturières	10,0	(4,9)	-7,5	(-6,7)	-6,7	(-5,0)
<u>TOTAL</u>	10,4	(8,2)	-7,4	(-7,0)	-5,6	(-4,2)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 47

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

RÉGION DES PRAIRIES

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	<u>1984-1983</u>		<u>1983</u>	<u>(%)</u>	<u>1984</u>	
<u>Entreprises du secteur public</u>	15,5	(3,7)	-2,5	(-8,6)	-8,2	(-8,0)
<u>Entreprises du secteur privé</u>	12,6	(11,0)	-10,6	(-5,8)	-0,1	(-0,3)
Industries manufacturières	16,9	(25,4)	-5,1	(-4,9)	18,2	(-1,7)
Industries non manufacturières	12,2	(5,6)	-11,0	(-6,1)	-1,3	(0,3)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 48

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ALBERTA

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	<u>1984-1983</u>		<u>1983</u>	<u>(%)</u>	<u>1984</u>	
<u>Entreprises étrangères</u>						
Industries manufacturières	1,5	(17,0)	-3,9	(-2,8)	8,1	(-2,5)
Industries non manufacturières	16,9	(4,5)	-10,6	(-8,1)	2,7	(0,2)
<u>TOTAL</u>	15,9	(8,5)	-10,2	(-6,5)	3,0	(-0,8)
<u>Entreprises canadiennes</u>						
Industries manufacturières	-16,6	(32,7)	-4,0	(-9,1)	16,6	(1,1)
Industries non manufacturières	8,2	(4,9)	-9,7	(-6,7)	-10,0	(-5,0)
<u>TOTAL</u>	7,1	(8,2)	-9,5	(-7,0)	-9,3	(-4,2)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 49

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ALBERTA

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	1984-1983		1983	(%)	1984	
<u>Entreprises du secteur public</u>	16,0	(3,7)	-1,1	(-8,6)	-19,4	(-8,0)
<u>Entreprises du secteur privé</u>	10,3	(11,0)	-11,2	(-5,8)	-0,1	(-0,3)
Industries manufacturières	-6,5	(25,4)	-3,9	(-4,9)	11,3	(-1,7)
Industries non manufacturières	11,5	(5,6)	-11,7	(-6,1)	-0,6	(0,3)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 50

SOCIÉTÉS À SIÈGE SOCIAL DANS LES PRAIRIES
PRÉVISIONS DE 1984 ET 1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1984-1983			1985-1984		
	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>
Ventes au Canada	46,9 (65,6)	40,8 (25,6)	12,2 (8,8)	60,4 (70,5)	29,1 (21,7)	10,4 (7,6)
Ventes à l'exportation	32,3 (53,2)	52,9 (32,5)	14,7 (14,2)	48,5 (59,1)	45,7 (31,5)	5,7 (9,3)
Bénéfices	60,0 (70,2)	30,0 (15,0)	10,0 (14,6)	57,1 (74,8)	34,6 (17,0)	8,1 (8,0)
Emploi dans les entreprises canadiennes	27,4 (25,0)	58,8 (52,1)	13,7 (22,7)	30,0 (26,4)	64,0 (63,6)	6,0 (9,8)
Situation financière des entreprises	45,0 (56,4)	45,0 (34,8)	9,8 (8,8)	50,0 (56,4)	42,0 (36,2)	8,0 (7,2)
Situation des entreprises canadiennes	36,0 (50,8)	58,0 (42,4)	6,0 (6,8)	30,0 (47,9)	62,0 (43,5)	8,0 (8,4)
Climat de l'investissement étranger	25,9 (42,2)	70,3 (53,3)	3,7 (4,4)	40,7 (35,8)	59,2 (61,9)	0,0 (2,2)

Nota : Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

* Cinquante-six des entreprises contactées ont leur siège social dans la région des Prairies.

SOCIÉTÉS À SIÈGE SOCIAL DANS L'ALBERTA
PRÉVISIONS DE 1984 ET 1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1984-1983			1985-1984		
	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>
Ventes au Canada	46,8 (65,6)	40,6 (25,6)	12,5 (8,8)	58,0 (70,5)	35,4 (21,7)	6,4 (7,6)
Ventes à l'exportation	10,5 (53,2)	63,1 (32,5)	26,3 (14,2)	35,0 (59,1)	55,0 (31,5)	10,0 (9,3)
Bénéfices	53,1 (70,2)	34,3 (15,0)	12,5 (14,6)	54,8 (74,8)	35,4 (17,0)	9,6 (8,0)
Emploi dans les entreprises canadiennes	21,2 (25,0)	63,6 (52,1)	15,1 (22,7)	31,2 (26,4)	59,3 (63,6)	9,3 (9,8)
Situation financière des entreprises	39,3 (56,4)	48,4 (34,8)	12,1 (8,8)	46,8 (56,4)	43,7 (36,2)	9,3 (7,2)
Situation des entreprises canadiennes	31,2 (50,8)	59,3 (42,4)	9,3 (6,8)	25,0 (47,9)	65,6 (43,5)	9,3 (8,4)
Climat de l'investissement étranger	25,0 (42,2)	75,0 (53,3)	0,0 (4,4)	35,0 (35,8)	65,0 (61,9)	0,0 (2,2)

Nota : Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

* Trente-six des entreprises contactées ont leur siège social dans la région de l'Alberta.

TABLEAU 51

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1983-1984

C.-B. ET RÉGION DU NORD

(en millions de dollars courants)

	1983		1984		Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
					1984-1983		1983	(%)	1984	
Industries manufacturières	333	(4 191)	671	(5 199)	101,7	(24,0)	-8,4	(-5,7)	-17,5	(-0,8)
Industries non manufacturières	3 096	(19 056)	2 385	(19 985)	-23,0	(4,8)	-5,7	(-7,1)	-8,8	(-3,8)
<u>TOTAL</u>	3 429	(23 247)	3 056	(25 184)	-10,9	(8,3)	-6,0	(-6,8)	-10,9	(-3,2)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Il s'agit de sommes en dollars pour les années 1983-1984; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1984 et se rapportent aux entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'octobre 1983 et d'avril 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 52

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

C.-B. ET RÉGION DU NORD

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	1984-1983		1983	(%)	1984	
<u>Entreprises étrangères</u>						
Industries manufacturières	48,1	(17,0)	-1,4	(-2,8)	4,6	(-2,5)
Industries non manufacturières	-13,7	(4,5)	-6,1	(-8,1)	-10,1	(0,2)
<u>TOTAL</u>	-8,1	(8,5)	-5,7	(-6,5)	-8,2	(-0,8)
<u>Entreprises canadiennes</u>						
Industries manufacturières	128,7	(-32,7)	-11,6	(-9,1)	-22,9	(1,1)
Industries non manufacturières	-28,4	(4,9)	-5,5	(-6,7)	-8,0	(-5,0)
<u>TOTAL</u>	-12,5	(8,2)	-6,2	(-7,0)	-12,4	(-4,2)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 53

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

C.-B. ET RÉGION DU NORD

	Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes			
	<u>1984-1983</u>	<u>1983</u>	<u>(%)</u>	<u>1984</u>	
<u>Entreprises du secteur public</u>	-35,3 (3,7)	-8,1	(-8,6)	-15,5	(-8,0)
<u>Entreprises du secteur privé</u>	3,9 (11,0)	-4,7	(-5,8)	-9,0	(-0,3)
Industries manufacturières	101,7 (25,4)	-8,4	(-4,9)	-17,5	(-1,7)
Industries non manufacturières	-14,2 (5,6)	-4,0	(-6,1)	-4,8	(0,3)

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 54

ENTREPRISES AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL EN C.-B. ET DANS LA RÉGION DU NORD *
PRÉVISIONS DE 1984 ET 1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1984-1983			1985-1984		
	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>
Ventes au Canada	70,0 (65,6)	23,3 (25,6)	6,6 (8,8)	76,6 (70,5)	16,6 (21,7)	6,6 (7,6)
Ventes à l'exportation	75,0 (53,2)	17,8 (32,5)	7,1 (14,2)	75,0 (59,1)	14,2 (31,5)	10,7 (9,3)
Bénéfices	74,1 (70,2)	3,2 (15,0)	22,5 (14,6)	80,6 (74,8)	9,6 (17,0)	9,6 (8,0)
Emploi dans les entreprises canadiennes	28,1 (25,0)	40,6 (52,1)	31,2 (22,7)	34,3 (26,4)	56,2 (63,6)	9,3 (9,8)
Situation financière des entreprises	70,9 (56,4)	16,1 (34,8)	12,9 (8,8)	77,4 (56,4)	12,9 (36,2)	9,6 (7,2)
Situation des entreprises canadiennes	65,6 (50,8)	34,3 (42,4)	0,0 (6,8)	75,0 (47,9)	25,0 (43,5)	0,0 (8,4)
Climat de l'investissement étranger	61,5 (42,2)	30,7 (53,3)	7,6 (4,4)	46,1 (35,8)	46,1 (61,9)	7,6 (2,2)

Nota : Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

* Trente-trois des entreprises contactées ont leur siège social en Colombie-Britannique et dans la région du Nord.

ANNEXE

ANNEXE

Nature et portée de l'enquête sur les intentions
d'investissement des entreprises

1) Tous les tableaux présentant des données régionales sont fondés sur un échantillon d'entreprises " concordant " afin d'éviter des variations du nombre d'entreprises fournissant des données chaque année et lors de différentes enquêtes. Cette concordance permet de procéder à des comparaisons cohérentes, puisque seules les données correspondant à des entreprises ayant répondu aux deux dernières enquêtes pour des années déterminées, c'est-à-dire 1983 et 1984, sont utilisées. On parle dans ce cas d'échantillon concordant sur deux enquêtes - deux années.

Ce système de concordance est appliqué séparément aux diverses catégories d'investissement indiquées dans les tableaux régionaux. Par conséquent, les totaux régionaux obtenus d'après cette méthode d'échantillonnage concordant ne correspondent pas nécessairement aux chiffres totaux pour le Canada.

2) Le problème constitué par les entreprises qui ne fournissent pas la répartition régionale de leurs investissements ne tire pas à conséquence. Le tableau qui suit permet de rapprocher l'ensemble des sommes déclarées au tableau 1 et le total des investissements réparti par région.

	<u>1983</u>	<u>1984</u>
	(en milliards de \$ courants)	
Totaux d'après le tableau 1	23,25	25,18
Sommes déclarées par région		
Atlantique	2,16	2,03
Québec	3,41	4,30
Ontario	6,54	7,06
Prairies	6,68	7,58
C.-B. et Nord	3,43	3,06
Non réparti*	<u>0,49</u>	<u>0,70</u>
Différence entre les totaux	0,54	0,45
Partie de la différence expliquée par la " mise en concordance "	0,26	0,26
Partie de la différence expliquée par l'absence de réponse	0,28	0,19

Nota : Données réelles de 1983 et projets révisés pour 1984.

* Cette catégorie comprend les investissements non attribués à une région particulière, faute de savoir dans quelle province ou région ils seraient effectués, ainsi que les dépenses consacrées à des machines et à du matériel mobiles qui ne sont pas affectés à une région précise, comme le matériel roulant ferroviaire ou les navires.

3) Le fait que les entreprises déclarent leurs données dans le cadre de la société plutôt que de l'établissement influe certainement sur la répartition sectorielle, tant au niveau régional que pour l'ensemble du Canada, c'est-à-dire sur le classement des investissements dans des catégories comme la fabrication, l'exploitation des ressources, etc. Par conséquent, les résultats sectoriels de l'enquête du MEIR ne peuvent être comparés à ceux de l'Enquête sur les investissements privés et publics au Canada de Statistique Canada, car les chiffres d'investissement recueillis dans le cadre des sociétés sont répartis entre les divers secteurs industriels en fonction de l'activité principale de chaque société. Nous croyons tout de même que les sociétés interrogées sont responsables d'une proportion importante de l'ensemble des investissements au Canada, signalés par Statistique Canada.

4) Le tableau qui suit indique le nombre des sociétés dont les statistiques d'investissement concordent et qui participent à l'enquête du MEIR dans le secteur manufacturier et le secteur non manufacturier, ainsi que selon la région de l'investissement. Comme l'enquête porte sur les grandes entreprises, ces dernières prévoient généralement investir dans plus d'une région, de sorte que les chiffres relatifs à l'ensemble du Canada ne correspondent pas à la somme des chiffres régionaux.

	<u>Atlantique</u>	<u>Québec</u>	<u>Ontario</u>	<u>Prairies</u>	<u>C.-B. et Nord</u>	<u>CANADA</u>
Manuf.	42	81	108	65	56	146
Non manuf.	42	42	60	76	59	118
TOTAL	84	123	168	141	115	264

HG 4090 .A52314 1984 Avril	Canada. Expansion industrielle régionale. Services de données et des statistiques. Enquêtes et analyse.		
	Rapport de l'enquête menée par le MEIR sur les intentions d'investissement Avril 1984.		
Date	Borrower Emprunteur	Room Pièce	Telephone Téléphone
18 sep 1986	Hélène Gosselin	EFTD	954-3524

0133-34.3 (10/70) 7530-21-029-4581

